



200 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1787 MARDI 23 JUILLET 2013

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

DIASPORA

La Brigade d'intervention invitée à s'acquitter de sa mission dans les meilleurs délais

Dans une déclaration rendue publique, le 18 juillet, les associations et partis politiques de la diaspora congolaise réunis dernièrement à Paris en session extraordinaire demandent aux protagonistes de la guerre de l'Est de « *cesser, sans aucune condition, les hostilités dont les populations civiles sont les premières victimes* ». Pour les signataires de cette déclaration, le schéma tracé par le président tanzanien Jakaya Kikwete qui, dans une de ses dernières déclarations faites à Addis-Abeba, a demandé au Rwanda et à l'Ouganda d'ouvrir des dialogues avec leurs opposants internes et exilés, est la seule alternative pouvant ramener la paix à l'est de la RDC.

Concernant les concertations politiques en vue, ils prônent la participation dans un cadre républicain de toutes les forces vives de la Nation sans exclusive.

Page 12

JEUX PROVINCIAUX

L'évènement prévu du 4 au 20 décembre

La compétition va permettre de détecter des athlètes talentueux afin de renforcer les sélections nationales de disciplines sportives pour les grandes échéances internationales. Le ministère des Sports va s'appuyer certainement sur le Comité olympique congolais pour l'organisation de ces jeux qui constituent une grande première pour la RDC. Ces activités vont rassembler des athlètes de toutes les disciplines sportives opérationnelles dans chaque province du pays.

Initialement prévus en juillet puis en août 2011, les Jeux provinciaux n'avaient pas eu lieu par manque de moyens financiers. Le budget pour l'organisation de cette compétition est estimé à près de quatre millions de dollars.

Page 14

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE

Une commission interministérielle examine les revendications salariales du personnel scientifique

Le mouvement de grève amorcé depuis le 1^{er} juillet par le personnel scientifique des universités et instituts supérieurs et le corps administratif est sur le point de connaître son dénouement. À l'issue de l'audience que le Premier ministre Augustin Matata Ponyo leur a accordée dimanche, les syndicats des assistants et chefs de travaux sont sortis avec la promesse de voir leurs conditions salariales être améliorées.

Les interlocuteurs du chef du gouvernement ont été exhortés à revoir le taux de pourcentage initialement proposé pour les ramener aux proportions acceptables cadrant avec les capacités financières du gouvernement. C'est dans ce cadre qu'une commission interministérielle composée des experts de la primature, du ministère du Budget, des finances, de l'Enseignement supérieur et universitaire et des grévistes a été instaurée en vue de trouver un compromis qui satisfasse toutes les parties.

Page 13



Une vue de l'Université de Kinshasa

CAMPAGNE AGRICOLE

L'Équateur bénéficie de cinq milliards de FC



Signature du contrat-programme entre le ministre Jean-Chrysostome Vahamwiti et le gouverneur Louis-Léonce Kayagiolo

La cérémonie portant signature du contrat-programme pour la mise en œuvre des projets provinciaux entre le ministre de l'Agriculture et développement rural, Jean-Chrysostome Vahamwiti, et le gouverneur de l'Équateur a été effective vendredi dernier. Grâce à ce

geste qui s'inscrit dans le cadre de la campagne agricole 2013-2014, la province de l'Équateur vient de bénéficier de cinq milliards de francs congolais (FC). Grâce à ce fonds, Louis-Léonce Koyagiolo promet de tout mettre en œuvre pour que sa province retrouve son

statut de grenier agricole.

Ce contrat prévoit, par ailleurs, un appui à la production animale, notamment par l'acquisition des poulettes de ponte et des poulets de chairs. Il est aussi prévu un appui pour ranimer les plantations jadis abandonnées.

Page 13

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

FFJ recense soixante-sept cas de violations des droits d'informer et d'être informé

L'ONG de promotion et de la défense de la liberté des médias, Freedom for journalist (FFJ) a réuni hier à son siège des professionnels des médias en vue de parler sur la profession. C'était à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse. L'organisation a associé le secrétaire général de l'UNPC, Joseph Boucard Kasonga Tshilunde, et le président de l'Omece, Polydor Muboyayi, qui ont exhorté les professionnels des médias à plus de responsabilité et au respect du code d'éthique et de déontologie. FFJ a présenté, à cette occasion, son rapport à mi-parcours pour l'année 2013. L'ONG a également profité pour rassurer les professionnels des médias de l'effectivité de sa cellule juridique d'assistance qui accompagne et soutient gratuitement les professionnels des médias devant les instances judiciaires et administratives.

Page 14

ÉDITORIAL

Solidarité régionale

Mieux vaut, dans le moment présent où les différentes parties en présence, réfléchissent à la proposition qui leur est faite, ne pas commenter sur le fond la déclaration de notre Président concernant sa disponibilité à accompagner le dialogue politique en République démocratique du Congo. Il sera toujours temps de le faire, certitudes à l'appui, lorsque les responsables politiques auront donné leur accord pour cette grande concertation dont le but est d'ancrer enfin notre voisine et notre sœur dans la paix civile.

Arrêtons-nous en revanche un instant sur le geste fort que constitue l'acceptation par Denis Sassou N'Guesso de la proposition qui lui est faite de s'investir personnellement dans cette tâche. Non seulement, en effet, elle confirme la proximité de nos deux peuples sur les questions essentielles et la prise de conscience réciproque que leur destin est indissolublement lié, mais encore elle témoigne du fait que le processus de rapprochement des pays de la région devient au fil des mois une réalité bien concrète. Une réalité qui ne concerne pas seulement les deux Congo, mais qui s'étend également à la Centrafrique où notre pays exerce une médiation dont tout le monde reconnaît l'utilité.

Il n'y a pas si longtemps les États du Bassin du Congo ne songeaient guère à s'épauler les uns les autres lorsqu'une crise menaçait l'un d'entre eux. Méfiants, ou peu désireux d'étaler leurs faiblesses sur la place publique, ils se tournaient plutôt vers l'une ou l'autre grande puissance et vers les institutions internationales qui leur prodiguaient volontiers des conseils, mais se gardaient d'intervenir à leur côté de peur d'être impliquées dans des conflits qui les dépassaient. La solidarité régionale relevait plus de l'intention que de la réalité même si, officiellement, elle était présentée comme une nécessité.

Les événements qui se déroulent sous nos yeux montrent qu'un mouvement de fond s'esquisse dont le principe fondateur est la solidarité régionale. Une solidarité qui ne consiste pas simplement à abaisser les frontières et à accroître les échanges entre les pays de l'Afrique centrale, mais qui vise à mettre fin aux conflits récurrents dont sont victimes les peuples en édifiant un système de sécurité collectif fiable et solide. Certes, nous n'en sommes pas encore là, mais le geste de notre Président montre que cet objectif ne relève plus de l'utopie.

Les Dépêches de Brazzaville

INTERVIEW

Emmanuel Akouelakoum : « Notre département est vaste et son état de délabrement ne peut être effacé en quelques années »

Le 31 juillet s'achève le mandat des différents conseils départementaux de notre pays. L'heure est donc au bilan. À travers leurs visites de terrain et leurs passages sur les médias, les présidents de ces institutions visent à rendre compte de leur gestion quinquennale aux populations. C'est à ce titre que le président du conseil départemental de la Sangha s'est entretenu avec Les Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Vous venez d'effectuer une tournée départementale. Quel était son but ? Emmanuel Akouelakoum (E.A.) : La tournée que nous venons d'effectuer est une action capitale, car après un mandat de cinq ans, il nous fallait dresser un bilan physique et non théorique. C'est ce que nous avons fait en dépit de la mort du président Dieudonné Mengobi. Nous avons ainsi fait le point des projets réalisés et en cours de réalisation dans les cinq districts du département. Cette tournée d'évaluation nous a conduits à Ngbala, Bolozo, Tala-Tala, Souanké, Ellene, Cabose, Ntan, Ngombé et Pikounda.

LDB : Quel est votre commentaire sur les ouvrages réalisés ?

E.A. : Ces ouvrages sont en bon état. La population est consciente de leur importance et qu'elle se doit de les conserver ainsi. Nous avons pu constater que la réalisation de ces projets avait réjoui les populations des différents districts. Cependant, quelques dérapages ont été constatés lors de l'exécution, et nous devons à tout prix corriger ces erreurs en vue d'améliorer les prestations. Nous pensons qu'en cinq ans, nous avons fait l'essentiel et nous continuerons à œuvrer jusqu'au bout. Notre département est vaste et son état de délabrement ne peut



Coupe d'un ruban symbolique

être effacé en quelques années.

LDB : Lors de la clôture de la dernière session du conseil départemental, le bureau exécutif avait reçu mission de booster les projets en suspens. Qu'a-t-il été fait concrètement à ce jour ?

E.A. : Nous avons posé la première pierre de l'école d'Ellene, car entre Souanké et Garabizam il n'existe aucune école. Les travaux de construction débuteront dans dix jours. Il y a également la construction du logement du médecin-chef de Sembé ; celle de l'école de Mouyoye à 18 kilomètres de Ouesso et celle de l'école d'Ékouamo (Pikounda), qui vont démarrer sous peu. En effet, nous estimons indispensable de ne pas sacrifier toute une génération, car il y a une forte concentration humaine dans ce district. Nous avons donc décidé en toute responsabilité de construire des écoles afin de contribuer à la formation des jeunes et à la réduction du taux d'analphabétisme dans ces localités. Le tableau est alarmant au regard des enfants qui suivent les cours dans des maisons abandonnées et même sous les arbres. En cas d'intempérie, les cours sont interrompus. La conséquence, c'est souvent des programmes inachevés. La zone étant enclavée, la population est confrontée à d'énormes difficultés.

LDB : On parle ici et là de manque de personnel. À quoi servent ces constructions s'il n'y a personne pour les rendre utiles ?

E.A. : Le conseil est le levier du développement pour le département. En ma qualité de maître d'ouvrages, je ne devrais pas construire ces édifices sans au préalable résoudre la question du personnel, mais cela ne relève pas de notre compétence, mais de celle de l'État. C'est vrai que nous avons une difficulté en matière de prévisions concernant la fonction publique territoriale. Mais les recrutements commenceront l'année prochaine par l'éducation. Cette mesure prise par l'État s'imposait. À cet effet, nous travaillons en symbiose avec la préfecture, car c'est elle qui se charge du recrutement des fonctionnaires.

LDB : Les élections pointent à l'horizon. Quelle est la contribution du conseil dans la révision des listes électorales ?

E.A. : En tant qu'institution de l'État, le conseil a pour devoir de soutenir l'action du recensement administratif spécial prévu du 23 juillet au 13 octobre prochain. Nous devons mobiliser davantage les électeurs afin que le scrutin se passe dans un climat apaisé et dans la discipline.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Genvais Kitina, Thierry Nounougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali
Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpara

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiebi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Adhis
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Soré Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Soré Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

Le port autonome de Brazzaville renouvelle ses textes fondamentaux

La convention en vue de la révision de ce cadre juridique jugé caduque a été signée, le 22 juillet à Brazzaville, entre l'administration du port et les partenaires sociaux.

Au cours de cette cérémonie très attendue par les agents du port autonome de Brazzaville et ports secondaires, trois documents fondamentaux ont été paraphés. Il s'agit particulièrement de la convention collective, du règlement intérieur et du protocole d'accord.

Ils offrent quelques avantages aux agents de cette structure portuaire que les anciens textes avaient lésés. Au nombre de ces avantages : le relèvement sans conditions, du point d'indice. Une disposition prise par le port autonome, pour non seulement changer la condition sociale des agents, en leur attribuant des salaires conséquents, mais aussi pour leur permettre de travailler dans la quiétude, en vue d'un meilleur rendement.

L'autre avantage que les agents

pourront tirer, est la réunion qui a été instituée tous les deux ans pour permettre aux partenaires sociaux de faire le bilan, discuter et procéder à d'autres propositions là où il y a eu échec.

Une évolution dans le fonctionnement du port PABPS qui ne fonctionnait jusque-là que sur la base d'une loi héritée de l'ancienne Agence Transcongolaise de Communication (ATC). Celle-ci ne permettait pas le dialogue entre les deux partenaires.

« Le décret n° 84/134 du 1er février 1984, portant approbation du statut du cadre permanent de l'Agence Transcongolaise de Communication (ATC) étant devenu caduque, nous procédons ce matin à la signature de la convention collective, du règlement intérieur et du protocole d'ac-

cord qui nous relie désormais », a déclaré le directeur général du PABPS, Martin Blaise Boyamba qui a patronné la cérémonie.

Selon les termes de référence de cette convention, les mesures prises entreront en vigueur après les travaux de réhabilitation du port, à l'issue desquels, la structure pourra retrouver sa santé financière. « Les travaux du port ont commencé et vont durer un an, et après les travaux nous allons nous retrouver pour voir si la situation s'est améliorée, afin de voir comment satisfaire tout le monde », a ajouté le DG du PABPS.

Après la signature de la convention collective, une visite guidée a été entreprise au port de Yoro où un nouveau quai est en construction.

Firmin Oyé

AGRICULTURE

La Lékoumou choisie pour la culture de l'hévéa

La relance de l'agriculture en vue de la diversification de l'économie congolaise, tel est le leitmotiv du gouvernement. Pour asseoir cette ambition le ministère de l'Agriculture et de l'élevage a signé, récemment, avec la société Lexus Agric, un contrat qui tient sur 25 années.

Ce projet a retenu les localités de Mbila et Komono, dans le département de la Lékoumou, où sur les 50.000 hectares prévus pour abriter les plantations, 25.000 hectares sont déjà disponibles.

Pendant les six premières, il est prévu la création des palmeraies et des champs d'hévéa (plante à partir de laquelle est fabriqué le caoutchouc) sur 20.000 hectares pour chaque culture. Le café et le cacao sont également au programme. « Dans un premier temps, une vieille plantation datant de 1967 sera réhabilitée. Ensuite, des pépinières de palmier à huile et d'hévéa seront développées. Dans une troisième phase, il s'agira d'installer des unités de production », indique un communiqué résumant les études de faisabilité. Sur le plan social, 8575 emplois directs sont envisagés en dehors de l'ouverture et de l'entretien des pistes rurales.

Rappelons que la localité de Mbila a une forte tradition pour l'hévéa dont la culture avait été arrêtée en 1967.

Lopelle Mboussa Gassia

JUSTICE

La Cour constitutionnelle du Congo inspire la Côte d'Ivoire

Le Président du Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire, Francis Wodié, a conféré, le 22 juillet à Brazzaville, avec son homologue, Auguste Iloki, afin de s'imprégner du fonctionnement de la Cour constitutionnelle du Congo.



Francis Wodié

Avant le Congo, il s'est rendu au Tchad, au Cameroun, au Gabon et terminera sa mission en Afrique du Sud. Le but de la mission est de s'imprégner du fonctionnement des institutions constitutionnelles africaines et d'échanger sur les réalités des unes et des autres.

« Il s'agit pour nous de rencontrer les institutions homologues afin de voir comment elles sont organisées et comment elles fonctionnent. Mais aussi de voir les points spécifiques et les points de convergence. Le but est de renforcer les capacités de nos institutions africaines afin de leur permettre de mieux fonctionner pour jouer à bien leur rôle. Ma mission s'inscrit aussi dans le cadre du respect des Constitutions en Afrique », a précisé le président du Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire, Francis Wodié.

Il s'est dit satisfait des échanges qu'il a eus avec son homologue congolais. Francis Wodié a, par ailleurs, invité le président de la Cour constitutionnelle du Congo à effectuer une mission de travail en Côte d'Ivoire dans les tout prochains jours afin de parachever cette coopération qui vient d'être scellée. « Au cours de l'entretien que j'ai eu avec le président de la Cour constitutionnelle du Congo, il m'a présenté son institution dans son organisation, sa composition et ses attributions. Nous nous informons mutuellement et la rencontre très enrichissante pour les deux parties », a-t-il conclu.

Après la Cour constitutionnelle du Congo, le Président du Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire a également eu des échanges avec le Président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba et le Président de la Commission nationale d'organisation des élections, Henri Bouka. Francis Wodié est à la tête du Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire depuis 2011 succédant à Paul Yaoundré.

Tiras Andang

DETTE PUBLIQUE

Les opérateurs économiques menacent de manifester

Dans une déclaration publiée le 21 juillet à Brazzaville, le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copeco), a fixé au 26 juillet, le délai accordé au gouvernement pour le règlement de leurs dettes. Autrement, ils organiseront un sit-in à partir du 29.

« Nous exigeons du gouvernement le paiement sans condition des créances contenues dans le cahier de charges au titre du budget d'investissement et de fonctionnement exercice 2012 des opérateurs économiques relevant de notre collectif », a demandé le président en exercice du Copeco, Paul Nestor Mouandzibi-Ndinga.

Ces créances qui concernent la fourniture des équipements de bureau et autres s'élèvent à environ 10 milliards FCFA. C'est ainsi le Copeco sollicite l'implication personnelle du chef de l'État, en sa qualité de garant de l'unité nationale et de la paix sociale dans la résolution de cette situation. Prenant à témoin l'opinion nationale et la communauté internationale, le collectif rend « le gouvernement responsable de tout ce qui en découlera. » annonce le même communiqué.

Cette déclaration fait suite à l'assemblée générale extraordinaire organisée le 19 juillet dernier à la Chambre de commerce de Brazzaville. « Au regard de la dégrada-

tion du niveau de vie de l'opérateur économique congolais, en dépit de toutes les rencontres, le Copeco s'est vu dans l'obligation de publier cette déclaration », peut-on lire dans ce document.



Paul Nestor Mouandzibi-Ndinga

Regroupant environ trois-cent entreprises, le Copeco a, par ailleurs, déploré la manière dont son bureau avait été reçu au cabinet du

ministre d'État, Gilbert Ondongo, la lenteur avec laquelle le dossier est traité ainsi que le non respect des termes contenus dans le cahier de charges. Selon le collectif,

le code des marchés fixe à trois mois le délai de paiement des prestations. Or, ils totalisent aujourd'hui dix-mois. « J'ai hypothéqué mon titre foncier pour emprunter des fonds auprès des banques, mais l'État ne veut pas régler notre situation », s'est plaint un membre du bureau.

Parfait Wilfried Douniama

PCT

Jean-Christophe Okandza prend ses fonctions à Poto-Poto

Élu le 30 juin au comité PCT de Poto-Poto, le président du secrétariat du troisième arrondissement, Jean-Christophe Okandza a été officiellement présenté le 18 juillet aux militants de cette section. Investi dans ses fonctions, Jean-Christophe Okandza a réceptionné les documents et biens de la section (fiches d'adhésion, véhicule, ordinateurs et cotisations statutaires) qu'il entend restructurer. « Nous sommes plus que jamais déterminés à travailler dans l'unité, la cohésion et l'amour », a-t-il indiqué.

La cérémonie de passation de service entre le président par intérim, Jacques Elion, et Jean-Christophe Okandza s'est déroulée en présence des membres du bureau.

Josiane Mambou Loukoula



SPONSORING DU STAGE TENNIS VACANCES

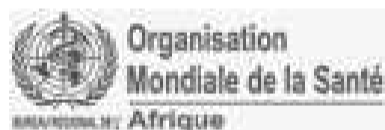
Du 13 Juillet au 7 Septembre 2013 DHL express International sponsorise le stage internationale de Tennis Vacances à Pointe-Noire organisé par le projet Tennis Développement zone Afrique. Plus 120 enfants âgés de 4 à 18 ans bénéficient de l'encadrement des entraîneurs expérimentés venus d'ailleurs dans l'enceinte de l'hôtel Elais, animée par l'ancien pongiste Bienvenu Ondolo.



DHL à apporter sa pierre à l'édifice afin d'améliorer l'image du Tennis congolais et de faire connaître son implication dans le développement des jeunes talents. Venu de neuf pays (Brésil, France, Italie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Benin, Chine, Liban et Congo). Ce stage permet également aux organisateurs d'identifier les jeunes talents qui renforceront les effectifs des Diabes Rouges en vue des jeux africains de Brazzaville en 2015. Une initiative

très probante dont l'une des objectifs est de permettre aux jeunes de bénéficier d'un entraînement spécifique puis, élargir le réseau de partenariat au niveau national. (Par le sport on peut faire passer de message éducatif) à soutenu Bienvenu Ondolo lors de son allocution

Signalons que DHL est l'un des leaders de l'industrie de logistique au Monde. Elle fournit son expertise dans l'express international le Fret Aérien et maritime la route et le transport ferroviaire et les services postaux internationaux à ses clients. Grâce à un réseau global de 285000 employés dans plus de 220 pays et territoires à travers le monde et qui offre aux clients des services de qualités. La société a ses propres avions de transport de colis et est présente en Afrique subsaharienne DHL soutient aussi la protection de l'environnement la gestion des catastrophes et éducations.



AVIS D'APPEL D'OFFRES

CONCERNANT LA SELECTION D'UNE SOCIETE D'ASSISTANCE TECHNIQUE PAR LA MISE A DISPOSITION D'UNE BRIGADE ANTI-INCENDIE A LA CITE DE L'OMS/AFRO, BRAZZAVILLE.

Le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS-AFRO), sis à la cité du Djoué, Congo, désire sélectionner une société d'assistance technique capable de mettre à sa disposition, une brigade anti-incendie.

Le cahier des charges y afférant (avec les détails et les conditions de sélection) est retirable jusqu'au 31 Juillet 2013, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « L'Estate, OMS-AFRO ».

Les sociétés intéressées sont invitées à poser leur candidature. La soumission, présentée sous plis fermé avec la mention «Confidentiel – APPEL D'OFFRES POUR la MISE A DISPOSITION D'UNE BRIGADE ANTI-INCENDIE A L'OMS/AFRO-2013 », devra être déposée au plus tard le 2 Août 2013 à 12h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6
Bureau de DAF N° 128 (1^{er} étage)
Cité du Djoué
Brazzaville - Congo

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE

NUMERO D'ANNONCE : 011/2013

OFFRE D'EMPLOI pour le poste de Spécialiste en Surveillance Détection

Grade du Poste : FSN-04 (Grille salariale des agents de sécurité de l'Ambassade des Etats-Unis)

DATE D'OUVERTURE: lundi 15 Juillet 2013 ;

DATE DE CLOTURE: lundi 29 Juillet 2013

Nature du contrat : Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai)

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un diplôme de fin d'études secondaires (Baccalauréat), une bonne maîtrise de la conduite automobile et motocycliste, un niveau acceptable de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département de la sécurité. L'intéressé (e) aura entre autres tâches: d'assurer la surveillance selon les procédures de la Surveillance Détection, aux fins de déceler et de rapporter toute présence hostile, toute intention malicieuse ou toute menace dirigée contre les intérêts du gouvernement américain, contre les propriétés et le personnel du gouvernement américain. L'intéressé (e) exécutera également d'autres tâches sur instructions de son superviseur.

Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants : 06-612-2000/06-612-2073/06-612-2133

Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov

Veillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

N.B : LES DOSSIERS DEVRONT ETRE COMPLETS, LES DOSSIERS INCOMPLETS

NE SERONT PAS ACCEPTES ET SERONT DONC REJETES.

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE

NUMERO D'ANNONCE : 010/2013

OFFRE D'EMPLOI pour le poste d'Assistant en Informatique

Grade du Poste : FSN-07 (Grille salariale des employés Locaux)

DATE D'OUVERTURE: 12 Juillet 2013

DATE DE CLOTURE: 26 Juillet 2013

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un diplôme universitaire en Informatique, une bonne maîtrise de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département Informatique. L'intéressé(e) sera responsable de la maintenance des serveurs, postes de travail, imprimantes, scanners, ordinateurs, matériel de diagnostic, logiciels et autres périphériques. Il/Elle s'occupera de la gestion du réseau Local. Expert technique, il/elle apportera son soutien et son assistance au Personnel dans tous les domaines de l'informatique (la programmation des bases de données, le traitement de texte, tableur...).

Les compétences et connaissances pratiques en anglais et en informatique seront testées.

Pour de plus amples informations, concernant cette offre d'emploi, prière de visiter notre site internet:

<http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>

Ou de contacter le Bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants:

06-612-2000/06-612-2073/06-612-2133 ou par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante :

BrazzavilleHR@state.gov

Veillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

AU:

Management Officer

U.S Embassy – Brazzaville, Boulevard Denis Sassou N'Guesso

N°70-83 Section D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-Ville.

Brazzaville, Republic of Congo

Merci pour votre intérêt et Bonne chance!

INFRASTRUCTURES

Le projet de construction du siège de l'Assemblée nationale avance

Le 18 juillet, le ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale des Grands travaux (DGTT), Jean-Jacques Bouya, a reçu à Brazzaville une délégation de la société chinoise Beijing Institute of Architectural Design, chargée de réaliser l'étude de faisabilité du projet. La délégation a présenté au ministre les éléments clés du dossier d'étude préliminaire. Les travaux de construction pourraient commencer dès que les études seront terminées. La chef de la délégation de la société chinoise Beijing Institute of Architectural Design, Yin Youhua, s'est réjouie de s'impliquer dans ce projet. Elle a précisé que la partie congolaise déciderait de la date de la mise en place du projet. Signalons que le site retenu va du rond-point de l'Institut français du Congo (ex-CCF) à l'intersection située en face du commissariat central.

Guillaume Ondzé

PLATEAUX

La fondation Génération @venir annonce le passage de la caravane de santé

Le but de cette campagne est de faciliter l'accès aux soins aux populations à revenu modeste de ce département, qui abritera le 15 août les festivités de l'indépendance du Congo couplées aux manifestations de la municipalisation accélérée. La fondation Génération @venir organisera du 29 juillet au 16 août la troisième édition de l'Hôpital mobile gratuit pour tous dans plusieurs sous-préfectures du département des Plateaux. Elle porte précisément sur les consultations médicales gratuites dont le lancement se fera le 30 juillet à Ollombo avant de se poursuivre à Abala les 1er et 2 août ; Ongogni, Gamboma les 3 et 4 août ; Ngo, Mpouya, Étsouali les 6 et 7 août ; Lékana les 8 et 9 août ; et Djambala le 11 août. « Nous invitons vivement toute la population des Plateaux à venir consulter et se faire soigner gratuitement au passage de la caravane de santé de la fondation Génération @venir et son équipe médicale constituée des médecins de Brazzaville en collaboration avec ceux des différentes sous-préfectures à visiter », indique le communiqué de presse de la fondation. En effet, forte du succès des éditions précédentes organisées respectivement à Brazzaville en 2010 et dans les deux Cuvettes en 2011, précisément à Ewo, Mbama, Mbomo, Okoyo, Boundji et Oyo, la fondation Génération @venir et son président d'honneur, Edgard N'Gusso, ont réitéré cette activité dans le cadre de la municipalisation du département des Plateaux.

Parfait-Wilfried Douniama

INDUSTRIE

La localité de Mbé bientôt dotée d'une usine de transformation de manioc

L'ouverture des plis relative à la mise en œuvre de cette unité de production, ainsi que de plusieurs autres projets d'intérêt public, a eu lieu du 16 au 18 juillet à Brazzaville au ministère du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé.

Au total quatre-vingt-huit entreprises ont soumissionné à dix-huit projets. Au nombre de ces projets figurent la viabilisation du site de l'unité de transformation de manioc de Mbé, dans le Pool-Nord, l'aménagement des sites industriels de transformation des déchets ménagers, de transformation de l'argile de Makoua, dans le département de la Cuvette, et de l'argile de Tchitondi, dans le Kouilou, en vue de la fabrication de carreaux de marbre et de plusieurs autres produits dérivés. Dans le même registre

figurent également les projets d'aménagement de la zone industrielle spécialisée dans l'agroalimentaire, de création et d'aménagement de la zone industrielle des plateaux, et les projets d'industrie des cimenteries de Madingou et Mindouli. Il faut ajouter à cela les projets de viabilisation du site d'implantation de l'industrie de textile et d'aménagement des sites de l'industrie de fabrication de médicaments génériques, ainsi que celui de la création d'un site web.

En ce qui concerne les infrastructures, ces mêmes entreprises ont soumissionné pour la construction des directions départementales du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, dans les départements des Plateaux, de la Sangha et celui du Pool. Dans le lot des projets,

on note également la réhabilitation des locaux des directions générales de l'Industrie et de la Promotion du secteur privé. Les montants d'exécution des travaux pour l'ensemble des entreprises varient de 100 millions à 1 milliard FCFA, pour une durée des travaux allant de 3 à 12 mois.

Patronnant les travaux, aux côtés de la cellule de gestion des marchés, le directeur de cabinet du ministre du Développement industriel, Dominique Bemba, a rappelé aux soumissionnaires que ce processus offrirait l'égalité des chances : « Cette cérémonie, qui obéit aux exigences actuelles de gestion des marchés publics, permet de donner à tous les soumissionnaires les mêmes chances dans la conquête. »

Firmin Oyé

PME ET ARTISANAT

332 dossiers en examen à la CAPA

Adelaïde Yvonne Mougany, la ministre de tutelle, a lancé, le 19 juillet à Brazzaville, la troisième session de la Commission administrative paritaire d'avancement (Capa), qui couvre l'exercice 2012-2013. Ouvrant les travaux, la ministre des petites, moyennes Entreprises et de l'Artisanat, Adelaïde Yvonne Mougany, a indiqué aux membres de la commission : « Les explications dont vous assortirez les résultats doivent transmettre cet important message :

l'automatisme de l'avancement, c'est bien, mais la maîtrise de compétences toujours affinées et l'expérience sans cesse enrichie, c'est mieux. »

En effet l'une des missions de cette commission consiste à reclasser les agents, conformément à la mesure prise par le gouvernement en 2010, autorisant le déblocage des effets financiers des agents de l'État. La Capa, a-t-elle souligné, met en œuvre le mécanisme de notation et d'appré-

ciation du personnel prévu dans le plan de développement des carrières. Cette troisième session de la Capa du ministère des PME s'inscrit dans le cadre de la mise en application du décret 2010-818, régularisant le déblocage des effets financiers dus aux avancements, reclassements, promotions et autres avantages administratifs afférant à la carrière des agents de l'État. Entrée en vigueur en 2011, la Capa se tient chaque année.

F.O.



AVIS À MANIFESTATION D'INTERET N°013/2013/CAP Consultant-Architecture TRAVAUX BTP AU PAPN

Dans le cadre du développement de ses capacités d'accueil sur son Yard, une société installée sur le site portuaire PAPN, est sur le point de financer les travaux d'aménagement d'un ensemble de terre-pleins d'une surface de près de 15 hectares.

Les candidats intéressés peuvent envoyer leur lettre de candidature au :

Cabinet CAP Consultants-Architecture SARL

A l'attention de Mr BOKOLOJOU Antoine Beli

Immeuble le-Petit Logis

46, Avenue Félix Eboué

Centre ville -Brazzaville

Tel : 22281 53 02/ 06 658 09 63/06 693 85 93

Adresse mail : bokolojoue@architectes.org; cap.consultants@yahoo.fr

Ou par dépôt direct au siège de CAP Consultants -Architecture à la même adresse, avant le 29 juillet à 17 heures. Les dossiers transmis par e mail, sont acceptables.

Après analyse de chaque candidature, et passage de l'équipe QHSE dans le cadre de l'obtention de l'agrément délivré par la société donneur d'ordre, il sera procédé à la présélection de trois(3) dossiers.

Les candidatures éligibles et répondants aux qualifications requises, recevront le dossier d'appel d'offres et, soumettront leur offre sous pli fermé dans les prochaines semaines.

DESCRIPTION :

L'appel d'offre est constitué de trois lots indépendants, devant être traités séparément.

Les entreprises peuvent répondre à un lot précis ou aux trois.

LOT N°1

Il s'agit de l'aménagement par phases, de terre-pleins présentant différentes surfaces. Ces travaux sont composés principalement de :

- Travaux préliminaires d'installation et de préparation du chantier,
- Travaux de terrassements.
- Travaux d'installation réseaux d'électricité et d'eau

LOT N°2

Travaux d'aménagement et d'assainissement des voies comprenant :

- Les travaux de construction des chaussées en béton hydraulique,
- Les travaux de construction des ouvrages hydrauliques en béton armé,

- Travaux d'aménagement d'un chemin de câbles, le long des voies principales.

LOT N°3

Travaux de délimitation.

- Les travaux de construction d'un mur de soutènement en béton armé,
- Travaux de construction d'une clôture de délimitation, composée d'un muret maçonné dans sa partie basse et d'une grille type Dirricks sur sa partie haute.

Pour tout renseignement complémentaire veuillez contacter le Cabinet CAP Consultants-Architecture SARL

EXIGENCES DU MAITRE D'OUVRAGE :

La lettre de manifestation d'intérêt devra notifier les précisions sur l'entreprise dans l'ordre du questionnaire suivant:

- 1.Raison sociale ; adresse, gérant, actionnariat
- 2.Description sommaire du personnel qualifié susceptible d'être affecté au projet (nombre et cv des ingénieurs ; nombre et cv des techniciens supérieurs, etc)
- 3.Production de références commerciales, par des attestations certifiées conformes délivrées par des entités adjudicatrices, pour des travaux similaires exécutés pendant les 10 dernières années pour les lots ci-dessus indiqués.. Chaque attestation précisera notamment la nature des prestations, le montant, les délais et dates de réalisation des travaux, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.
- 4.Production de tout élément indiquant la capacité de mobilisation rapide pour un démarrage effectif des travaux au début du mois d'août 2013 (notamment le type et le nombre d'engins disponibles sur le site)
- 5.Production de tout élément indiquant la capacité d'organisation d'un chantier de haut niveau, en sachant que les opérations dans le voisinage du chantier doivent nécessairement suivre leur cours.
- 6.Production de tout élément indiquant les sources et sites d'approvisionnement en matériaux (terres d'emprunt : Terre jaune et Tout venant).

Nota Bene : L'exigence du Maître d'ouvrage est d'obtenir du lot N°1, un minimum de 3 hectares de terre plein fini avant fin septembre 2013

Les conditionnalités relatives au dossier d'appel d'offres seront précisées aux candidats éligibles.

HSIET CONGO DEVELOPPEMENT Tél: 06 699 3688 / 06 600 8865 ADR: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz

1 200 000F TTC	23 500 000F TTC	13 000 000F TTC	42 000 000F TTC	17 000 000F TTC
-----------------------	------------------------	------------------------	------------------------	------------------------

* Stock disponible à Brazzaville TTC * S.A.V. et Suivi en permanence
* Garage professionnel à MAFOUTA * Pièces d'origine usine garantie

VENTE ENTRETIEN PIECE DE RECHANGE REPARATION

JCertif

WARID LAB
Incubateur de projets

Incubateur de projets pour développeurs brazzavillois

inscription par groupe de 4
sur www.jcertif.com
du 05/07 au 27/07

Elabore une solution informatique et crée ta propre Start Up
Constitue un groupe de 4 personnes et inscrivez-vous sur le site www.jcertif.com. Elaborez et proposez une solution informatique destinée aux entreprises et intégrez le Lab pour une durée de six mois, avec des formations qui vous permettront de concrétiser votre projet et créer votre propre Start Up.

WARID
Passer à l'action

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123 warid-congo

BUROTOP IRIS
Intégrateur de Solution

DATA CENTER

- ➔ Achivage et Sauvegarde
- ➔ Stockage de données
- ➔ Virtualisation

BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60
POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo

Partners: Cisco Premier Partner, EMC², HP Gold Specialist 2013, Sun ORACLE, IBM Business Partner, NetApp Go further, faster.

BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com

POUR VOS CADEAUX EN PEINTURE, SCULPTURE, CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :
UNE SEULE ADRESSE :
LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
SIS DANS L'ENCEINTE DES « DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE »

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 . A Pointe-Noire : 222 94 12 88 . Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg

DOTATION

Le collège Trois-Glorieuses reçoit un don de tables-bancs

Le Rotary Club Brazzaville-Djoué-Doyen a remis le 18 juillet un premier lot de tables-bancs au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Hellot Matson Mampouya. Le don a tout de suite été transmis au collège d'enseignement général Trois-Glorieuses, situé dans le deuxième arrondissement, Bacongo.



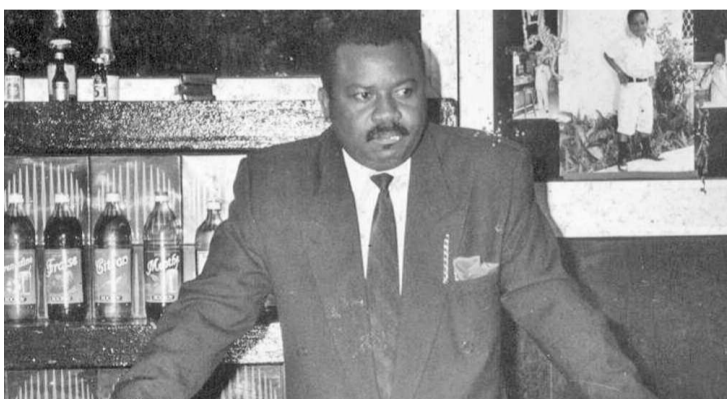
Les tables-bancs remis à l'école Trois-Glorieuses. ©DR

Ce premier lot est composé de cent tables-bancs. D'après le président du club, Hyacinthe de Foundoux, 880 tables-bancs restent à distribuer dans les écoles. Ce geste, qui vise à améliorer les conditions d'études des enfants, n'est ni le premier ni le dernier, car le Rotary est le partenaire du ministère depuis plus de dix ans. Hyacinthe de Foundoux a assuré au ministre que ce partenariat se poursuivrait. Cette année, les actions du Rotary Club Brazzaville-Djoué-Doyen s'articuleront autour de six axes, à savoir: la paix, la prévention et la résolution des conflits, la prévention et le traitement des maladies, l'eau et l'assainissement, la santé de la mère à l'enfant, l'alphabétisation et l'éducation de base ainsi que le développement économique et local.

Hellot Matson Mampouya s'est félicité de ce don. Il a souhaité que le partenariat avec le ministère se renforce davantage. Il a, par ailleurs, interpellé les enseignants sur l'encadrement à donner aux élèves. Il a demandé aux autorités du quartier de veiller à ce que le matériel ne soit pas l'objet d'actes de vandalisme, mais contribue à l'amélioration des conditions d'études des élèves.

Lydie Gisèle Oko

IN MEMORIAM



Samson Serge Kitoyi

Juillet 1993 – juillet 2013 (20 Ans déjà)
Si Dieu nous prend un à un nos amis,
c'est pour faire d'eux, les étoiles de notre ciel...

REMERCIEMENTS

La veuve Edhia et enfants remercient les amis et connaissances pour leur soutien multiforme lors de la disparition de leur père et époux, Emmanuel Edhia. Que tous trouvent ici l'expression d'une profonde gratitude de la famille. Voilà une année de cela que son âme se repose en paix.



GENRE

La question préoccupe certains responsables dans les ministères

Réunis en atelier, du 16 au 20 juillet, à la préfecture de Brazzaville, à l'initiative du ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, les directeurs des études et de la planification ont formulé des recommandations en faveur de la femme.

Au total, trente-huit départements ministériels étaient représentés à cet atelier dans le but de renforcer les capacités des directeurs des études et de la planification. La thématique retenue n'était autre que la budgétisation sensible au genre. Pendant cinq jours de travaux, ils ont accru leurs connaissances sur le concept genre, corrigé leur attitude sur la question et identifié les points d'entrée dans les outils et acquis des connaissances sur l'élaboration d'un budget sensible au genre.

Par ailleurs, ils ont recommandé, entre autres, de réactualiser le plan de mise en œuvre de la politique nationale genre et de mettre en place des cellules ou des comités Genre dans les départements ministériels sous la responsabilité des ministres. La prise en compte du genre dans la lettre de cadrage du président de la République, la sensibilisation et la formation des parlementaires sur la budgétisation sensible au genre, la formation des directeurs généraux et des directeurs des Affaires administratives et financières sont aussi souhaitées.

Les autres recommandations concernent l'appui technique des outils ; l'intensification du plaidoyer Genre (basé sur l'évidence) ; l'accompagnement des ministères et des collectivités locales pour l'application concrète de la budgétisation sensible au genre avec un guide de méthodologie



Les officiels posant avec les participants. Crédit Adiac

en la matière.

Clôturant les travaux, le directeur du cabinet de la ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Ludovic Oniangué, a demandé aux participants d'intégrer dès à présent dans le lexique des conférences budgétaires en cours et à venir la problématique du genre. Il a, par ailleurs, formulé le vœu de voir les DEP jouer pleinement leur partition pour contribuer efficacement à la mise en œuvre des acquis de l'atelier.

« L'émancipation économique et sociale des femmes et la promotion de la parité des sexes sont deux conditions essentielles à l'avènement d'un développement harmonieux et durable. En supprimant les obstacles qui empêchent les

femmes d'accéder, au même titre que les hommes, aux dotations en capital humain, la reconnaissance de l'égalité et de la parité permet d'enregistrer de meilleures performances économiques et d'améliorer les résultats sur les plans du progrès et de développement », a-t-il indiqué.

Améliorer la condition des femmes aboutit inéluctablement, a expliqué Ludovic Oniangué, à investir davantage dans l'éducation des enfants, dans la santé, l'emploi et la participation paisible des citoyens à la gouvernance de la cité. Il a enfin assuré aux participants que la ministre mettrait tout en œuvre pour créer les conditions nécessaires à l'application de leurs recommandations.

Parfait Wilfried Douniama

INFORMATION

En raison des travaux de réaménagement de ses ateliers de Brazzaville, CFAO CONGO demande à ses clients dont les véhicules stationnent dans son enceinte et pour lesquels aucun accord de travaux n'a été donné à ce jour, de bien vouloir les récupérer avant le 31 juillet 2013, et notamment les véhicules dont les immatriculations suivent :

- 968 EM 4
- 259 CA 6
- 245 EP 4
- 636 ET 6

Nous vous remercions pour votre compréhension et vous demandons de prendre attache avec **M. MAMBOU** notre chef d'atelier, au **06.663.40.47/ 05.545.11.10**



ÉDUCATION

Plus de 80 000 candidats au BEPC cette année

Les épreuves écrites du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) démarrent ce 23 juillet sur toute l'étendue du territoire national et s'achèveront le 26 juillet prochain.

Au total, 75 735 candidats officiels et 10 266 candidats libres sont inscrits cette année à cet examen d'État qui ouvre les portes du lycée. Ils étaient 80 776 en 2012. Les candidats sont répartis dans les 284 centres du pays. À Brazzaville, les 37 499 candidats sont groupés dans soixante-trois centres alors qu'à Pointe-Noire les 24 051 concurrents sont répartis dans qua-

rante-deux centres. À l'intérieur du pays, cent soixante dix neuf centres sont retenus.

Selon le Directeur des examens et concours de l'enseignement général, Jean-Pierre Mbenga, dix nouveaux centres ont été ouverts, notamment deux, dans la Bouenza, sept dans le Pool et un au Cabinda, en Angola.

« Nous avons pris toutes les dispositions pour qu'aucun candidat ne prenne des prétextes pour dire qu'il n'a pas vu son nom. Nous avons décidé de garder le système d'anonymat et les listes ont été affichées une semaine auparavant », a-t-il précisé.

Il a, par ailleurs, mis en garde les candidats sur d'éventuels cas de fraude qui seront strictement sanctionnés. « Le jour de l'examen il n'est plus question qu'un candidat amène son cahier ou des documents qui peuvent nous amener à le sanctionner. Ils ont eu tout le temps d'apprendre, maintenant il est l'heure qu'ils s'expriment sur le papier. Ils n'ont pas le droit d'apporter leurs téléphones portables dans la salle », a martelé Jean-Pierre Mbenga.

Pour cette journée inaugurale, les candidats feront les mathématiques et l'Histoire-Géographie.

Parfait Wilfried Douniama

L'École militaire organise son émulation

La cérémonie qui marque la fin de l'année scolaire est aussi consacrée à la présentation des meilleurs élèves. C'est ainsi que Scill Taylor Ngandzian de la classe de troisième a été promu major de l'École préparatoire Général Leclerc avec une moyenne annuelle de 16,50.

La cérémonie a été couplée du baptême de la promotion sortante de cette école, dénommée « promotion général Makoumba-Nzambi ». Au total, cinquante-huit élèves de la sixième à la troisième ont été promus et cinquante-cinq ont reçu des prix divers. Le prix d'excellence du président de la République du Congo a été remis à l'élève Scill Taylor Ngandzian de la classe de troisième et le prix du meilleur élève du lycée à Franck Kibiaki Louzolo Banzouzi qui a fait une moyenne de 14,59.

Satisfait de ses résultats, Scill Taylor Ngandzian n'a pas caché sa satisfaction : « Je suis très content de mes résultats. Et c'est une surprise de recevoir le prix d'excellence du président de la République. Mon secret pour occuper ce rang n'a été que ma lecture de tous les jours qui reste pour moi une préoccupation majeure. » L'élève consacré major apprécie mal la partie militaire de la formation qui se traduit par la corvée, la

prise, le rassemblement, le rapport et d'autres tâches.

Parmi les prix décernés, on note également le prix du meilleur sportif ou du meilleur artiste. Des diplômes d'honneur ont été remis à quatre personnalités dont deux femmes appelées à d'autres fonctions. Dans le cadre de l'enseignement général, selon les organisateurs, le taux de réussite à tous les niveaux confondus est de 100%. Ce taux est une première depuis



La cérémonie de fin d'année à l'école Général-Leclerc. (© DR)

une décennie. La promotion « général Makoumba-Nzambi » qui attend encore les résultats du baccalauréat de cette année a fait ses adieux à l'école après la remise des insignes par différentes personnalités et le défilé militaire organisé à cette occasion.

Notons que cette année, l'école militaire préparatoire Général-Leclerc a organisé plusieurs activités sportives culturelles. Les élèves ont bénéficié de l'instruction militaire, et les indisciplinés ont été remis à la disposition de leurs parents. Au total, cinquante avertissements écrits ont été infligés cette année contre 67 l'année dernière pour incivisme corporel. Trois élèves de la classe de terminale ont été remis à leurs parents

à la veille du baccalauréat et un a été exclu de la classe de troisième. Cette cérémonie de fin de l'année scolaire 2012-2013 a été placée sous le patronage du chef d'état-major, le général de division Guy Blanchard Okoi.

Lydie-Gisèle Oko

DÉFENSE

Le Congo signe une convention avec la France

Le document signé, le 19 juillet à Brazzaville, porte sur la gestion administrative et financière des armées. Le gouvernement congolais était représenté par le ministre à la présidence chargé de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et le gouvernement de la République française l'a été par son ambassadeur au Congo, Jean-François Valette. « Au demeurant, il s'agit d'une orientation forte qui a été donnée par le prési-

dent de la République sur la capacité des armées à être de plus en plus opérationnelles. Lors de sa visite en France, au mois d'avril, le président Denis Sassou N'Guesso a rencontré le ministre de la Défense français. Au cours de cette rencontre, il a souhaité que cette orientation soit un élément important dans nos relations bilatérales. C'est la raison pour laquelle, outre cette convention que nous avons signée,

d'autres projets vont se mettre en place très prochainement dans ce contexte pour améliorer les choses », a déclaré Jean-François Valette. Et d'ajouter : « Une institution bien gérée est une institution à laquelle on fait confiance. Elle renforce la capacité des armées à être attractives pour le recrutement et pour la formation des futurs cadres et soldats. »

Guillaume Ondzé

SANTÉ

La prévention des maladies infectieuses en Afrique pourrait ralentir

Selon un nouveau rapport du Programme commun des Nations unies sur le VIH-sida (Onusida) et l'Union africaine (UA), l'Afrique aurait progressé dans la lutte contre la tuberculose et le VIH. Mais cela n'a pas empêché l'augmentation des décès, dus notamment au paludisme dans de nombreux pays africains.

Ce nouveau rapport vient douze ans après l'engagement pris par les dirigeants africains à Abuja (Nigeria) d'allouer au moins 15% de leur budget national à la santé et d'améliorer la prévention contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Pour soutenir l'action africaine, suite à la Déclaration d'Abuja, l'Union européenne (UE) avait lancé, un mois après, un programme d'action pour lutter contre les maladies infectieuses. Depuis lors, les budgets nationaux consacrés à la santé dans tous les pays membres de l'UA ont presque quadruplé, passant de 14 milliards à 52 milliards de dollars.

Les financements privés auront cependant dépassé les dépenses publiques, grimpaient de 17 milliards en 2001 à 55 milliards de dollars en 2011. Ainsi, seuls six des cinquante-quatre États membres de l'UA ont à ce jour atteint l'objectif d'Abuja de 15% (Liberia, Madagascar, Malawi, Rwanda, Togo et Zambie), selon les données de l'OMS. Si les taux de la tuberculose et du VIH ont baissé, celui du paludisme, à l'origine d'un nombre de morts « démesuré de femmes enceintes et d'enfants de moins de cinq ans est plus mitigé », selon le document. Les gouvernements africains et les donateurs internationaux ayant consacré plus d'efforts aux crises sanitaires, une réduction des dépenses pourrait malheureusement interrompre, voire freiner ces améliorations dans la lutte contre les maladies infectieuses, craint le rapport.

Le directeur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Mark Dybul, a lancé un appel à l'UE et à d'autres donateurs afin qu'ils maintiennent leurs engagements en faveur de la lutte contre les maladies infectieuses malgré leurs défis budgétaires. « Nous pouvons dire aujourd'hui que nous avons les connaissances et les capacités pour vaincre ces trois maladies et contrôler complètement ces menaces pour la santé publique. Malheureusement, le revers de la médaille est que si nous n'agissons pas maintenant, il serait raisonnable et compréhensible d'attendre plusieurs années avant de lutter contre ces maladies de façon prononcée, étant donné la reprise économique. Mais les maladies infectieuses ne prennent pas en compte les crises financières et les cycles budgétaires », a-t-il précisé. Mark Dybul vient de demander à l'UE 15 milliards de dollars supplémentaires pour éviter les écarts dans le traitement et la prévention des cycles budgétaires.

Selon un autre rapport, publié en avril par le Fonds mondial, il faudrait 87 milliards de dollars pour financer des programmes dans 151 pays d'ici 2016. Pour y parvenir, des donateurs existants, des gouvernements bénéficiaires et des donateurs privés devraient fournir environ 72 milliards de dollars. 87 milliards de dollars permettraient de traiter 17 millions de patients atteints de la tuberculose, fournir des traitements antirétroviraux à 18 millions de personnes atteintes du VIH, et d'éviter 196 000 décès dus au paludisme. On sait déjà que les financements des plus grands contributeurs, dont la Commission européenne, les pays de l'UE, les États-Unis et le Japon, vont diminuer légèrement. Afrique subsaharienne

69% des 34 millions de cas de VIH dans le monde seraient dépistés en Afrique, dont 90% des personnes infectées seraient des femmes enceintes et des enfants. L'Afrique subsaharienne serait touchée de manière disproportionnée par la tuberculose, le paludisme et le VIH. Un cas sur quatre dans la région n'est pas déclaré, estiment l'Onusida et l'UA, tout en reconnaissant « des progrès constants dans la lutte contre ces infections », une chute du nombre de décès dus au sida (de 32% entre 2005 et 2011) et de nouvelles infections chez les enfants (au moins 50%) dans certains pays africains, et un accès amélioré aux traitements antirétroviraux. Le rapport rappelle que le paludisme reste la maladie la plus mortelle en Afrique, avec 600 000 décès en 2010 et 174 millions de cas en Afrique, soit 17% de la population.

Le rapport recommande l'amélioration de la qualité de l'éducation sanitaire et la formation professionnelle, l'encouragement de la coopération entre les pays africains en leur sein, le renforcement de la protection sociale entre les populations les plus vulnérables, la création d'une organisation de l'UA compétente dans les affaires sanitaires pour « parler d'une seule voix dans les négociations avec les donateurs et les organisations internationales ».

Noël Ndong

RELIGION

Premier voyage international pour le pape

Le premier pape latino-américain a choisi le Brésil pour son premier voyage à l'étranger. Il y rencontrera la jeunesse catholique du monde et y parlera de foi et de sectes.

C'est donc au Brésil que le pape François, le premier pape argentin et latino-américain de l'histoire de l'Église catholique, a choisi de dédier sa première sortie vraiment internationale. Du 22 au 29 juillet, le pape jésuite est l'hôte de plus d'un million et demi de jeunes catholiques venus des quatre coins du monde pour la célébration à Rio de Janeiro des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ). Grand rassemblement inventé par le pape Jean-Paul II en 1983, les JMJ sont l'occasion pour le pape de raviver la foi d'une jeunesse invitée à se faire missionnaire auprès des autres jeunes. Elles en sont cette année à leur 28^e édition.

Mais le voyage du pape ne sera pas seulement l'occasion de retrouvailles d'autant plus enthousiastes que, parti de ce continent en cardinal en mars dernier, il y revient en Souverain pontife. Le chef de l'Église catholique vient aussi sonner le rassemblement des troupes. Naguère premier pays catholique

de l'Amérique latine et du monde, le Brésil est aujourd'hui, le pays d'une féroce confrontation fraternelle avec des Églises chrétiennes concurrentes, notamment les mouvements évangélistes protestants. C'est également, tout en restant un des majeurs pays émergents, une terre de tensions sociales qui a vu ces dernières semaines des dizaines de centaines de jeunes descendre sur les places pour réclamer du travail et la fin de la corruption.

En règle générale, le pape actuel est en phase avec les jeunes du monde. Son style de sobriété séduit de larges franges de populations. Ayant choisi de s'appeler François, à l'image du saint d'Assise appelé « le petit pauvre », il étonne chaque semaine par des gestes qui font de lui l'antithèse de l'embourgeoisement et des formalismes pesants. Lundi, avant de grimper l'échelle de l'avion qui le conduisait au Brésil, il a eu le temps de tweeter aux jeunes de la planète : « *J'arrive au Brésil dans quelques heures...* » À 76 ans, il portait lui-même sa sacoche en pénétrant dans l'avion !

Dans une interview opportunément recueillie cette semaine, un théologien brésilien renommé (et prêtre

défroqué), Leonardo Boff, théoricien de la théologie de la libération, expliquait que le Pape François représente « *le printemps de l'espérance pour l'Église catholique* ». Dans les années 1980, la théologie de la libération a jeté des prêtres dans les maquis d'Amérique latine pour combattre les dictatures, les armes à la main ou se joindre aux gouvernements communistes au nom de « *l'option préférentielle pour les pauvres* ». Le pape actuel est donc, en quelque sorte, une synthèse qui vient refermer le malentendu d'une Église soupçonnée de prôner l'Évangile des privilégiés et des riches et combattre les régimes révolutionnaires au Chili, au Nicaragua ou en Bolivie au nom de compromissions inavouables.

Qu'il relance le renouveau de l'histoire chrétienne en Amérique latine et commence, pour ce faire, par le Brésil, est généralement considéré comme tout bénéfique par le catholique lambda. À la croisée des races et des réalités socio-historiques, le Brésil est comme un condensé de ce que l'Amérique latine représente : pays d'accueil jadis des esclaves et de métissages en tous genres mais aussi lieu de développement des



Au Brésil le pape François vient revigorer les jeunes et la vieille Église (Sebastiao Moreira/EFE MaxPPP)

pires criminalités, il est par ailleurs le pays du football, grand rival devant l'éternel de l'autre terre de football, l'Argentine, dont est issu le pape, lui-même reconnu comme un grand passionné de ce sport favori des jeunes.

Enfin, le Pape François est aussi homme de dialogue. Son premier livre en tant que pape, est un livre-entretien avec Abraham Skorka, le rabbin de la communauté juive de Buenos Aires publié en mai dernier. Lors de son voyage vers le Brésil lundi, il a adressé des messages de courtoisie à trois pays africains (et

musulmans) survolés : l'Algérie, la Mauritanie et le Sénégal. « *Je survole le territoire du Sénégal pour me rendre en visite pastorale au Brésil, à l'occasion des 28^e Journées mondiales de la jeunesse, je suis heureux de saluer votre excellence et de lui adresser les vœux cordiaux que je forme pour vous et pour tous les habitants du Sénégal* » : c'est ce qu'il a écrit par exemple à M. Macky Sall, le président du Sénégal qui était d'ailleurs à ce moment-la en visite officielle à Brazzaville.

Lucien Mpama

INFRASTRUCTURES

Les institutions africaines appuient le Fonds Afrique50 pour soutenir le financement du secteur

Le fonds est considéré dans le continent comme le principal véhicule financier de l'Afrique pour mobiliser des ressources à grande échelle et attirer des financements privés internationaux en vue de résorber le déficit de l'Afrique en infrastructures.

Dans une déclaration commune rendue publique le 19 juillet, les institutions africaines ont manifesté leur soutien au fonds. La présidente de la Commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, Carlos Lopes, le président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Donald Kaberuka, les communautés économiques régionales, les institutions régionales de financement du développement et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, ont décidé de renforcer leur « *coopération dans la quête de nouveaux instruments innovants pour augmenter de manière significative les investissements dans l'infrastructure régionale et continentale en appui à la transformation de l'Afrique* ».

Les responsables des institutions ont de ce fait, « *accueilli le Fonds Afrique50 comme un nouveau véhicule, crédible et innovant, pour le financement de l'infrastructure en Afrique* ». Ils ont salué l'initiative de la BAD, considérée comme « *un véhicule primordial pour que la vision et les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Afrique, en*

termes de projets d'infrastructures régionales structurantes, soient réalisés ».

D'après la BAD, le Fonds Afrique50 sera innovant dans sa conception et dans sa structure. Il favorisera la levée de financements pour l'infrastructure à partir de sources aussi diverses que les réserves des Banques centrales, les fonds de pension africains, les fonds souverains africains, la diaspora, les grosses fortunes africaines, etc. Ce fonds dont le principe avait été entériné par les ministres des Finances lors des Assemblées annuelles de la BAD en mai 2013 à Marrakech, est une initiative qui œuvrera en partenariat avec les institutions régionales pour financer des projets transformationnels. Flexible, efficace et commercial, il mettra un accent particulier sur la nécessité d'acheminer les fonds mobilisés par ces différents instruments dans des projets susceptibles d'assurer un retour sur investissement raisonnable aux investisseurs. Son action portera sur l'infrastructure transcontinentale dont les projets prioritaires du Programme pour le développement de l'infrastructure en Afrique.

Le président de la BAD a réaffirmé l'engagement de son institution à accompagner les efforts des pays africains en matière de financement de projets d'infrastructures. « *La Banque africaine de développement, du fait de son expérience et de son mandat, jouera un rôle de leader, mais il s'agit d'un instrument collectif* », a-t-il conclu.

Nestor N'Gampoula

TerraTech
Le monde de l'informatique

- Infrastructure microsoft
- Infrastructure linux/unix
- Solution reseau informatique
- Solution securité informatique
- Telephonie
- Developpement Web
- Audit et conseil

Avenue Alphonse Fondere
Immeuble C.N.S.S Rond
Point City - Rez-Chaussée
Congo - Brazzaville
Tel: +(242) 06 881 34 34
+(242) 06 381 34 34
Email: info@terratech-cg.com

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI,
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,



COMMUNIQUE

PROGRAMME DES EMISSIONS D'EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE AU TITRE DE L'ANNEE 2013

Conformément à la stratégie d'endettement adoptée en annexe de la Loi des Finances 2013, l'Etat Gabonais prévoit de lever des emprunts intérieurs d'un montant total de 240 milliards de FCFA sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC, organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

La mobilisation de ces emprunts se fera à travers 4 émissions de juillet à novembre 2013, sous la forme d'obligations du Trésor s'adressant majoritairement à des investisseurs institutionnels et au grand public de la sous-région CEMAC.

Les ressources que l'Etat Gabonais entend lever sur le marché régional sont destinées au financement de ses investissements structurants contenus dans le Schéma Directeur National d'Infrastructures 2012-2016 (SDNI), axe majeur du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), en particulier dans les domaines des infrastructures routières, de la modernisation des aéroports, du développement de la capacité de production énergétique et des infrastructures de télécommunication.

La première émission obligataire de ce programme est prévue pour le 31 juillet 2013. Les investisseurs désirant acquérir les obligations du Trésor Gabonais sont invités à se rapprocher des établissements bancaires suivants, agréés en qualité de Spécialistes en Valeurs du Trésor de l'Etat Gabonais. Il s'agit de :

ETABLISSEMENT	ADRESSE
AFRILAND FIRST BANK	Place de l'Indépendance B.P 11834 Yaoundé (Cameroun)
BICIG	Avenue du Colonel Parant BP 2241 Libreville (Gabon)
BGFIBANK GABON	Boulevard de l'Indépendance BP 2253 Libreville (Gabon)
CREDIT DU CONGO	B.P 2470 Brazzaville (Congo)
ECOBANK CAMEROUN	Boulevard de la Liberté B.P 582 Douala (Cameroun)
ECOBANK CENTRAFRIQUE	Place de la République BP 910 Bangui (Centrafrique)
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE AU CAMEROUN	Avenue Mgr Vogt B.P. 700 Yaoundé (Cameroun)
UNION BANK OF CAMEROON LIMITED	Immeuble Kassap B.P 15569 Douala (Cameroun)
UBA CAMEROON	Boulevard de la Liberté B.P 2088 Douala (Cameroun)
UNION GABONAISE DE BANQUE	Avenue du Colonel Parant BP 315 Libreville (Gabon)

Fait à Libreville le 15 JUIL. 2013

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi,
et du Développement Durable

Luc OYOUBI



Le Ministre du Budget, des Comptes Publics
et de la Fonction Publique

Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA



ESPACES DE LECTURE PUBLICS

La bibliothèque municipale de Rennes fait un don de livres au département de la Cuvette

Entre les départements de la Cuvette au Congo et de Bretagne en France, une coopération se met en place. Le rythme des échanges est lent mais rassurant, constatent les deux parties signataires de la coopération décentralisée.

La bibliothèque municipale de la ville de Rennes a fait un don de 15 000 ouvrages au conseil départemental de la Cuvette, dans le cadre de la réalisation du projet de création d'espaces de lecture publics dans les communautés urbaines et les chefs-lieux des districts de ce département. Ce don d'ouvrages a fait l'objet d'une séance de travail le 13 juillet à Rennes entre Anne Girardet, responsable des bibliothèques de Rennes, Jean-Éric Djendja-Itoua, coordinateur de l'unité de gestion des projets en coopération du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation du Congo, ainsi que des responsables du

Collectif des élus pour une nouvelle Afrique, association rennaise présidée par Grégoire Kounga. En attendant un lot complémentaire de 15 000 ouvrages, les livres ont été stockés dans les locaux de la commune du Verger. Entretemps, le département de la Cuvette a réuni toutes les conditions nécessaires pour l'acheminement du don au Congo.

Pour le lancement du projet et l'ouverture officielle des premiers espaces de lectures, une mission conjointe des responsables de la bibliothèque municipale de Rennes et du Collectif des élus pour une nouvelle Afrique est attendue au Congo en octobre. Elle animera les modules de formation des gestionnaires de ces espaces de lecture publics. Par ailleurs, les membres de la Confédération paysanne de Bretagne ont convenu d'accueillir l'année prochaine en stage de for-

mation pratique, sur des sites de production agropastorale de la région, les producteurs paysans et techniciens agricoles des départements de la Bouenza, de la Cuvette, de la Cuvette-Ouest et des Plateaux.

En plus des rencontres réalisées avec les partenaires bretons, Jean-Éric Djendja-Itoua participe du 15 au 25 juillet à un séminaire sur la thématique « Le financement du développement local », organisé par le Centre international d'études pour le développement local à Lyon, conjointement financé par le ministère de l'Intérieur du Congo et l'ambassade de France au Congo. La direction générale des collectivités locales travaille en mettant un accent particulier sur la promotion de la coopération décentralisée en faveur des collectivités locales congolaises.

Marie-Alfred Ngoma

PROMOTION DE LA FEMME

2^e édition du Festival international d'expression féminine

Après quelque sept ans de silence, ce festival, organisé par la compagnie Issima, va connaître sa deuxième édition, qui se déroulera du 26 au 28 juillet à l'espace du Trentenaire. Quelques activités sont organisées préluède au lancement de l'événement. Le festival ouvrira les portes de son village installé à l'espace culturel Yaro ce mardi 23 juillet.

La relance du Festival international d'expression féminine (Fief) intervient après sa première édition réussie en 2004. Créé en 2002, le Fief se fixe comme but de promouvoir le talent de la femme dans toutes les disciplines artistiques (théâtre, danse, musique, conte, peinture, cinéma...). Bien qu'ouvert à tous, le festival réserve la part belle à la femme, d'où cette précision de Germaine Ololo, directrice de la compagnie Issima, lors d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville le 18 juillet : « *Même s'il y a des hommes qui prennent part au Fief, nous recherchons d'abord la griffe de la femme en leader.* »

Pour mieux informer sur le Fief ainsi que sur les différentes activités qui vont marquer sa deuxième édition, une conférence de presse, animée par cette dernière, a eu lieu le 19 juillet à l'espace culturel Yaro. Après avoir évoqué la raison de l'arrêt momentané du Fief, dû au manque de soutien, Germaine Ololo a lancé un appel aux femmes : « *Nous n'avons pas encore les moyens de notre politique, c'est pourquoi j'appelle les femmes à tout mettre en œuvre pour qu'ensemble nous accompagnions les talents féminins.* » Outre cette conférence, Issima a lancé le 15 juillet à l'espace culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard un atelier de formation sur la gestion administrative des structures artistiques. Cette formation, assurée par Pierre-Claver Mabiála, opérateur cul-



Germaine Ololo

turel et président du chapitre national du réseau Arterial Network Congo, réunit 17 acteurs culturels de Brazzaville, Dolisie et Pointe-Noire et prendra fin le 25 juillet. Le village du festival, qui tiendra ses activités du 23 au 28 juillet, accueillera la fondation Calissa-Ikama basée à Brazzaville. Cette structure, œuvrant dans la lutte contre les maladies cancéreuses, et qui possède un volet destiné à la promotion de la littérature, bénéficiera d'un espace qui lui permettra de faire des communications destinées aux artistes. Il y aura aussi la clinique mobile du CNLS (Conseil national de lutte contre le sida) qui se chargera de la sensibilisation sur le VIH-sida et du dépistage des populations.

Au programme de la deuxième édition du Fief figurent la musique traditionnelle (rituel tchikumbi, symbole de la dignité de la femme) ; la musique traditionnelle, avec des artistes et groupes comme Étlyène Kinga et Marque Athée de Pointe-Noire, Liz Babin de Brazzaville et Les HT de la République démocratique du Congo. Il y a aussi le théâtre, avec la compagnie Issima, la troupe théâtrale des Coullisses et la compagnie Mille Saveurs de France (coproduction France, Burkina Faso, Congo et Martinique).

Lucie-Prisca Condhet-N'Zinga

Supersonic
ELECTRONIQUE \ ELECTROMENAGER \ INFORMATIQUE \ MOBILIER

PROMOTION SPECIALE CARTOUCHES D'ENCRE

hewlett packard 650

- hp 650 noir : 10.000f
- hp 650 couleur : 12.000f

hewlett packard 655

- hp 655 noir : 10.000f
- hp 655 couleur : 10.000f

Pointe-Noire : Boulevard Ch. de Gaulle (face Park N'Shop) - B.P. 4845 - Tél. +242 05 533 41 79 / 22 294 02 70

Brazzaville : Avenue Orsy (en face de Park N'Shop) - B.P. 1107 - Tél. +242 05 318 00 00 / 22 281 37 80
Avenue Amilcar Cabral (à côté d'Air France) - B.P. 1107 - Tél. +242 05 527 17 99 / 22 281 37 80
E-mail : supersonic_pnr@yahoo.fr / supersonic_bzv@yahoo.fr

ASSURANCES GENERALES DU CONGO

A.G.C.S.A

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

HAKUNA MATATA!

WWW.AGCCONGO.COM

IN MEMORIAM

21 juillet 2011 - 21 juillet 2013.

Voici deux ans déjà, qu'il avait plu à Dieu de rappeler à lui, arrachant à notre profonde affection, mon cadet Atipo Rodrigue Armel surnommé (Aboula-Bass). En ce triste anniversaire les enfants, Serge Atipo et famille, prient tous ceux qui l'ont connu et aimé, d'avoir une pensée pieuse pour lui. Des messes pour le repos de son ame, seront dites les 21, 22 et 23 juillet 2013 à 06heures, en les paroisses : St Joseph, St Jean Batiste de Talangai et Linzolo.

MBOTE!

Vous faites partie des privilégiés

PROGRAMME MBOTE

ACAÏOU, OKOUMÉ, EBÈNE

ECAir
Bienvenue chez vous. www.flyecair.com ; Relations clients : + 242 06 509 0 509 (Congo) + 33 01 78 77 78 77 (France) E- mail: relationclients@flyecair.com

CAMPAGNE AGRICOLE

Cinq milliards de francs congolais pour la province de l'Équateur

Grâce à ce fonds, Louis-Alphonse Koyagiolo promet de tout mettre en œuvre pour que sa province retrouve son rôle de grenier agricole.

La cérémonie portant signature du contrat-programme pour la mise en œuvre des projets provinciaux a été signée, le 19 juillet, entre le ministre de l'Agriculture et développement rural, Jean-Chrysostome Vahamwiti, et le gouverneur de l'Équateur, Louis-Alphonse Koyagiolo. Grâce à ce geste qui s'inscrit dans le cadre de la campagne agricole 2013-2014, la province de l'Équateur vient de bénéficier de cinq milliards de francs congolais. Ainsi, il vient d'emboîter le pas à sept autres provinces qui l'ont précédée à cet exercice. Il s'agit du Bandundu, du Bas-Congo, du Katanga, des deux Kasai, du Maniema et la province orientale. Sur ce montant dont vient de bénéficier l'Équateur, quarante pour cent seront affectés à la production vivrière, spécialement dans la culture du riz (dix mille hectares), du maïs (mille hectares) et de l'arachide (deux mille hectares). Ce projet prévoit également un appui à la production animale, notamment par l'acquisition des poulettes de

ponde et des poulets de chairs. Il est prévu également un appui pour ranimer les plantations abandonnées. Dans ce volet, le gouverneur de l'Équateur serait à la recherche des investisseurs soit pour s'associer aux Congolais, soit pour y travailler seuls afin de redonner à ces plantations leur renommée d'autrefois. L'objectif est que ce projet apporte un peu de sel dans l'économie du pays pour le bien de la province et de sa population grâce à la création d'emplois. Profitant de l'occasion, le ministre de l'Agriculture et développement rural, Jean-Chrysostome Vahamwiti, a rappelé au gouverneur que c'est un engagement réciproque comptable. «*Étant donné que vous êtes un territorial de carrière, je n'ai pas de doute, ni de craintes que les actions présentées dans le programme seront transformées en actions*», s'est-il adressé à Louis-Alphonse Koyagiolo, au regard de son dynamisme, tout en déclarant ne pas avoir des craintes quant aux résultats attendus. «*L'Équateur est une province à vocation agricole par excellence. Nous allons nous mettre immédiatement au travail pour aider la population de notre pays à assurer sa sécurité ali-*

mentaire et, particulièrement, l'indépendance du ventre comme on peut le dire en matière des produits de consommation courant qui sont aujourd'hui importés. Je pense au riz, au maïs, à l'arachide », a déclaré le chef de l'exécutif provincial de l'Équateur, tout en faisant la promesse de faire en sorte que sa province redevienne un grenier agricole grâce à la culture du maïs, de l'arachide et du riz. «*Nous ne disons pas que c'est à la première année que cela sera réalisé. Mais pour autant que le programme est cohérent, avec la détermination du chef de l'État et de son gouvernement, nous allons appuyer ce programme à fond pour que l'autosuffisance alimentaire recherchée par le gouvernement de la République soit réalisée* », est-il conscient.

Dans le cadre de la campagne agricole 2013-2014, le gouvernement de la RDC, au regard des résultats de la campagne précédente, a pris la décision de contribuer de manière durable et significative à l'amélioration de la productivité agricole en vue de la sécurité alimentaire, la relance agricole et la réduction de la pauvreté.

Gypsie Oïssa Tambwe

BUJUMBURA

Conférence régionale sur les femmes, la paix et la sécurité

Tenue du 9 au 11 juillet dans la capitale burundaise, la rencontre a réuni les pays de la région des Grands lacs dont la RDC représentée par la ministre du Genre, de la famille et de l'enfant, Geneviève Inagosi. Au terme de ces assises, des recommandations idoines ont été formulées pour mettre fin au cycle de violences et pour un retour durable de la paix dans la sous-région.

La déclaration finale de ces retrouvailles a été lue par Geneviève Inagosi. Dans cette déclaration, les participants ont tous été unanimes quant à l'adoption d'un Plan d'action régional de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies pour la Conférence internationale dans la région des Grands lacs. D'ores et déjà, un comité de pilotage de ce plan a été mis sur pied. La présidence de ce comité a été confiée au Burundi et la République démocratique du Congo (RDC) assure le secrétariat. S'agissant des recommandations, toutes les parties prenantes dont les gouvernements de la RDC, du Rwanda et du Burundi, la communauté internationale et la société civile ont été appelés à jouer chacun pour sa part un rôle déterminant pour le rétablissement d'une paix durable dans la sous-région.

Aux signataires et garants de l'Accord-cadre sur la paix, la sécurité et la coopération, les participants leur ont recommandé de veiller à l'implication des femmes dans la conception et la supervision nationale et régionale du plan de mise en œuvre de l'Accord-cadre. Ils devront également inclure dans ce plan des objectifs visant à promouvoir les droits humains des femmes, l'égalité de genre et l'autonomisation économique des femmes.



La ministre du Genre, de la famille et de l'enfant, Geneviève Inagosi

Quant aux gouvernements de la RDC, du Burundi et du Rwanda, il leur a été demandé le maintien de l'engagement et la participation des ministres, des parlementaires, des mécanismes nationaux et de la société civile dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de l'Accord-cadre sur la paix, la sécurité et la coopération.

La société civile des pays signataires de l'Accord-cadre n'était pas du reste. Elle est appelée à œuvrer pour le renforcement de la solidarité entre les femmes ainsi que la collaboration avec les gouvernements tant au niveau national que régional. Aussi devra-t-elle encourager les processus nationaux relatifs au Plan d'action sous-régional pour la mise en œuvre de la résolution 1325 en RDC, au Burundi, au Rwanda et en Ouganda. Enfin, la communauté internationale, pour sa part, devra appuyer la mise en œuvre des plans, des lois, des politiques et pro-

tocoles nationaux et régionaux existants en faveur des femmes aux niveaux national et régional et financer des initiatives économiques de femmes. L'objectif de cette conférence, qui a réuni plusieurs personnalités dont la compagne du président Français, Valérie Trierweiler accompagnée de la ministre française de la Francophonie, Mme Yamina Benguigui, était d'instaurer une paix durable dans la région des Grands lacs en général et en RDC en particulier après avoir identifié les problèmes majeurs, notamment les violences sexuelles et celles basées sur le genre accompagnées d'autres atrocités et crimes commis sur les femmes et les filles, la circulation des armes, l'occupation de certains territoires de l'est de la RDC par des groupes armés ainsi des intérêts économiques liés à cette occupation.

Aline Nzuzi

FORCES ACQUISES AU CHANGEMENT

L'aile Fayulu en conclave ce 23 juillet

N'ayant pas pris part au conclave de Limete ayant réuni une large portion de l'opposition institutionnelle dont l'aile des FAC pilotée par Samy Badibanga, le président de l'Ecidé entend se démarquer de cette dynamique pour imposer sa propre touche.



Martin Fayulu, président de l'Ecidé

À peine qu'elle vient de tenir son premier conclave au terme duquel plusieurs recommandations ont été faites dans le sens de recadrer le tir en rapport avec les concertations nationales, l'opposition ou plus précisément l'aile des Forces acquises au changement (FAC) et alliés projettent l'organisation d'un nouveau forum. C'est en principe ce mardi que s'ouvrent ces nouvelles assises qui mettront autour d'une table les membres de cette plate-forme que dirige Martin Fayulu de l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé). D'après ce dernier qui fait fonction de coordonnateur, il s'agira, au cours de cette rencontre, d'élaborer un cahier des charges en prévision des

concertations nationales. Cet acteur politique pense amener les siens à analyser froidement les contours de ce forum national pour qu'à la fin, l'on débouche sur une perception réelle de ses enjeux immédiats et futurs.

N'ayant pas pris part au conclave de Limete ayant réuni une large portion de l'opposition institutionnelle dont l'aile des FAC pilotée par Samy Badibanga, Martin Fayulu entend se démarquer de cette dynamique pour imposer sa propre touche. «*L'opposition est plurielle. Nous allons réfléchir sur la pertinence des concertations nationales et faire des recommandations. Si les amis ont fait la même chose, tant mieux. Si quelque part, il y a des pôles de convergences entre nous,*

c'est bon pour l'avancement de la démocratie », a-t-il déclaré sur une chaîne locale. En fait, Martin Fayulu qui dit ne pas être contre l'unité de l'opposition veut clairement afficher l'identité de son groupe par rapport au reste de l'opposition. Il refuse tout conformisme et tout suivisme. «*L'opposition ne veut pas dire que nous faisons tous la même chose et que nous nous mettons à tout moment ensemble* », a-t-il laissé entendre. Cependant, la tenue de ce nouveau forum conforte ceux qui confirment la division de l'opposition plus que jamais écartelée entre plusieurs tendances, chacun cherchant à tirer la couverture de son côté.

Alain Diasso

DIASPORA

La Brigade d'intervention invitée à s'acquitter de sa mission dans les meilleurs délais

Concernant les concertations politiques en vue, les associations et partis politiques de la diaspora prônent la participation, dans un cadre républicain, de toutes les forces vives de la Nation.

Dans une déclaration rendue publique le 18 juillet, les associations et partis politiques de la diaspora congolaise réunis dernièrement à Paris en session extraordinaire demandent aux protagonistes de la guerre de l'Est de «*cesser, sans aucune condition, les hostilités dont les populations civiles sont les premières victimes* ». Dans ce document dans lequel ils livrent leur perception par rapport à la situation sociopolitique du pays, ces membres de la diaspora congolaise estiment que l'Accord-cadre d'Addis-Abeba devra être opposable à tous les pays de la sous-région, sous peine des sanctions. Ils déclarent s'inscrire dans le schéma tracé par Jakaya Kikwete qui, dans une de ses dernières déclarations faites à Addis-Abeba, a demandé au Rwanda et à l'Ouganda d'ouvrir des dialogues avec leurs opposants internes et exilés. Pour le président tanzanien autant que pour la diaspora congolaise, cette proposition paraît comme la seule alternative plausible susceptible de «*mettre un terme à des accusations mutuelles d'appui, par les voisins, des groupes rebelles de chaque pays* ». Sur la même lancée, la Brigade d'in-

tervention spéciale de Nations unies a été invitée à s'acquitter efficacement, surtout dans le meilleur délai, de sa mission conformément à la Résolution 2098. Les membres de la diaspora, qui tiennent à l'exécution effective du mandat accordée à cette force onusienne, pensent que c'est la voie obligée pour assurer la protection des populations civiles et éradiquer les groupes armés (y compris le M23) qui persisteront dans la voix armée au détriment de la solution politique. Quant aux concertations politiques en vue, la diaspora congolaise prône la participation dans un cadre républicain, de toutes les forces vives de la Nation, elle y comprise, «*en vue d'une réflexion inclusive susceptible de consolider l'unité et la cohésion nationale et la formation d'une véritable armée républicaine capable de défendre le territoire national* ». Cependant, pour garantir l'intégrité des travaux de ces assises et le suivi de leurs conclusions, les signataires de cette déclaration proposent d'inclure, dans ce processus en tant qu'observateurs, les quinze membres du Conseil de sécurité des Nations unies, les membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ainsi que les représentants de la Communauté économique des États d'Afrique centrale et de la Communauté de développement d'Afrique australe.

A.D.

INTERVIEW

Joseph Mutombo : « Nous avons fourni au gouvernement près de 3000 tracteurs agricoles »

L'exécutif national vient en tête des clients potentiels qui ont commandé un volume important de matériels agricoles auprès des fournisseurs pour relancer l'agriculture et moderniser la production à l'échelle du pays.

Ce grand marché en formation, au regard des potentialités agricoles en jeu, intéresse aussi des privés parmi lesquels des sociétés d'import désormais cotées sur la liste des producteurs nationaux. Une bonne nouvelle donc pour l'économie nationale. Toutefois, le pari lancé, certes à la hauteur des ambitions de la RDC, ne va pas sans poser l'urgence des solutions durables à des contraintes pour la plupart techniques, comme l'a relevé l'expert, Joseph Mutombo, au cours d'un entretien avec la rédaction.

Les Dépêches de Brazzaville : Existe-t-il réellement un marché agricole en RDC ? Quels sont les produits que vous vendez concrètement ?

Joseph Mutombo : Nous sommes le concessionnaire de la marque John Deere. Nous disposons des tracteurs agricoles et ses accessoires dont la charrue, la herse, la sous-soleuse et toutes les pièces de rechange de notre marque.

LDB : Y a-t-il un intérêt des acteurs du secteur sur les équipements agricoles



Joseph Mutombo

que vous mettez à leur disposition ?

JM : Si, nous avons vraiment l'impression d'avoir reçu un coup de pouce du gouvernement. Aujourd'hui, il y a des particuliers qui prennent goût et commencent même à s'intéresser aux tracteurs agricoles. Les achats sont désormais plus réguliers.

LDB : Qui sont ces particuliers ?

JM : Il y a des sociétés comme Congo Futur, Kitoko Food, Congo Poultry, etc. Il s'agit des partenaires qui utilisent nos tracteurs John Deere.

LDB : Peut-on avoir une idée sur l'impor-

tance des achats effectués par vos partenaires ?

JM : Notre grand client est actuellement le gouvernement. À ce jour, nous avons fourni près de trois mille tracteurs.

LDB : Il s'agit tout de même de gros engins. Quelles sont alors les contraintes rencontrées ?

JM : Nous n'avons pas de problème pour la fourniture car nous sommes organisés sur ce point. Sans doute la plus grosse difficulté est la maintenance. Les gens n'ont pas encore compris la maintenance de ces engins. Nous nous attelons dans cette voie à travers la sensibilisation des utilisateurs pour les pousser à utiliser ces engins rationnellement. Certaines personnes les utilisent comme des véhicules ordinaires. Ces engins permettent de réaliser des travaux. Il faut donc s'assurer de la qualification de leurs utilisateurs et du suivi de la maintenance.

LDB : Face aux difficultés généralisées de s'approvisionner en pièces de rechange d'origine, assurez-vous aussi un service après-vente ?

JM : Oui, c'est même notre activité principale. Nous proposons un service après-vente et la disponibilité des pièces de rechange est assurée.

Laurent Essolomwa

SANTÉ

La revue externe du PNLT a vécu

La revue externe du Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT) s'est clôturée, le 19 juillet, sur la signature de l'aide mémoire au fleuve Congo Hôtel.

Signée par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, et les partenaires d'appui au secteur de la Santé, cet aide-mémoire manifeste la volonté des parties prenantes de poursuivre la mise à échelle des interventions de lutte contre la tuberculose et de mettre en œuvre les recommandations de la revue du PNLT pour une couverture universelle et un impact durable sur l'incidence et la mortalité dues à la tuberculose en RDC.

Pour le Dr Félix Kabange Numbi, cet aide-mémoire constitue un fil conducteur pour la mise en œuvre des recommandations issues de la revue externe du PNLT. Raison pour laquelle il invite tous les partenaires d'appui à la lutte contre la tuberculose en RDC à signer cet aide mémoire « *qui nous engage tous dans la mise en œuvre des recommandations. Ensemble luttons pour le contrôle de la tuberculose dans notre pays* ».

De son côté, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé, le Dr Joseph Caboré, pense que cet aide-mémoire est d'une importance capitale dans la mesure où il définit des interventions à mener dans l'avenir. La revue annuelle du PNLT a débouché sur des recommandations efficaces pour renforcer la lutte contre la tuberculose. Il s'agit, par exemple, du renforcement de l'engagement politique à travers un financement des activités de lutte contre la tuberculose par l'allocation d'une ligne budgétaire pour l'achat des médicaments antituberculeux; du renforcement des capacités du réseau des laboratoires, du passage à l'échelle des activités de coinfection VIH-tuberculose et tuberculose multirésistante et l'intégration progressive de nouvelles approches; du renforcement des capacités de suivi et évaluation.

Les experts nationaux et internationaux qui ont pris part à cette revue ont également recommandé le renforcement et le développement des ressources humaines à tous les niveaux y compris au niveau des partenaires et la consolidation du partenariat public et privé dans le sens d'alignement, d'harmonisation et d'appropriation et la capitalisation du volet communautaire.

Grâce à cette revue, les participants ont pu passer en revue les progrès réalisés par le PNLT et les défis à relever pour assurer la couverture universelle des soins.

Aline Nzuzi

VACCINATION

Le ministère de la Santé publique et Gavi réfléchissent sur une approche appropriée pour la RDC

L'Alliance mondiale pour le vaccin et la vaccination (Gavi) et le ministère de la Santé publique entendent mettre en place une nouvelle stratégie taillée sur mesure pour renforcer les activités de vaccination en RDC.

La nouvelle approche, explique la coordinatrice régionale Afrique de l'Ouest et du Centre-pays francophones, le Dr Marthe Sylvie Essengue-Élouma, à l'issue d'une réunion tenue dernièrement avec le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, va tenir compte des particularités de la RDC, notamment le contexte, les difficultés et les défis auxquels le pays est confronté. Initiée par le conseil d'administration de Gavi, cette nouvelle approche vise à améliorer la vaccination et, par ricochet, améliorer le système de santé. "Nous voulons nous assurer que l'approche que nous utilisons dans le cadre de l'accompagnement de Gavi à la RDC va effectivement atteindre les résultats que le pays s'est fixés et elle nous permettra d'accompagner véritablement la RDC à réaliser ses objectifs de vaccination. Cela à la grande satisfaction des Congolais. Nous voulons que le financement qu'apporte Gavi soit efficace et efficient pour le pays", déclare-t-elle tout en soulignant que Gavi s'est rendu compte que ses politiques ne peuvent pas être appliquées dans tous les pays " parce que chaque pays a sa spécificité". "La nouvelle approche de Gavi propose donc des flexibilités aux pays bénéficiaires du financement de cette institution mondiale", a-t-elle reconnu.

A.Nz.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE

Une commission interministérielle examine les revendications salariales du personnel scientifique

Les syndicats des assistants et chefs de travaux ont été exhortés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales initiales pour les ramener aux proportions acceptables cadrant avec les capacités financières du gouvernement.

Lentement mais sûrement, le mouvement de grève amorcée depuis le 1er juillet tend vers son dénouement grâce à l'implication personnelle du Premier ministre qui a finalement acquiescé aux revendications du personnel scientifique de l'enseignement supérieur et universitaire. Après moult tergiversations, la rencontre entre Augustin Matata Ponyo et les grévistes a finalement eu lieu le 21 juillet. C'était une occasion pour les deux parties de discuter de vive voix en scrutant toutes les voies susceptibles de parvenir à un modus vivendi. Vingt-neuf délégués des syndicats des assistants et chefs de travaux venus de six provinces (Katanga, province orientale, Équateur, Bandundu, Bas-Congo et Kinshasa) auxquels se sont joints les membres du personnel administratif de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), ont participé à cette rencontre de vérité. D'après le chef de la délégation de la province orientale, tout s'est bien passé, le Premier ministre ayant marqué son accord de principe quant à l'augmentation de salaire et la mécanisation des assistants. Il ressort de cette audience que les salaires tels



L'Université de Kinshasa

que réclamés par les grévistes ne seront pas payés dans le cadre du budget actuel déjà voté et promulgué par le chef de l'État. Les prétentions des grévistes sont tellement excessives que cela requiert de nouveaux pourparlers entre parties pour les ramener aux proportions acceptables. C'est dans ce cadre qu'une commission interministérielle composée des experts de la primature, du ministère du Budget, des finances, de l'ESU et des grévistes a été instaurée. Il s'agira, pour les grévistes, de faire des propositions un peu plus réalistes cadrant avec les capacités financières du gouvernement. « *Le Premier ministre nous a dit de revoir le taux de pourcentage que nous lui avons proposé pour qu'il soit en mesure de le payer* »,

s'est enquis un gréviste.

La finalité pour les syndicalistes est de faire en sorte que les membres du corps scientifique soient rémunérés conformément à la loi, c'est-à-dire que l'assistant de premier mandat obtienne la moitié du salaire d'un professeur qui se situe entre 1600 et 1800 dollars. Ce qui, disent-ils, permettrait de réduire les tensions salariales existant entre les deux catégories de sorte que soient définitivement bannies les frustrations souvent à la base des tensions en milieux académiques. Avant d'y arriver, il a été admis que tout le personnel scientifique et administratif promu au grade supérieur soit payé conformément à son grade à partir de ce mois de juillet.

Alain Diasso

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

FFJ recense soixante-sept cas de violations des droits d'informer et d'être informé

Les statistiques sont contenues dans le rapport semestriel de monitoring couvrant la période allant de janvier à juillet.

L'ONG de défense et de promotion de la liberté des médias, Freedom for journalist (FFJ) a publié, le 22 juillet à son siège, à Gombe, son rapport semestriel de monitoring des cas d'atteinte à la liberté de la presse couvrant la période allant du 1er janvier au 21 juillet dans le pays. C'était devant les journalistes réunis à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la presse.

Selon cette association, au cours de la période susmentionnée, la profession a enregistré soixante-sept cas d'atteinte aux droits civils et politiques du journaliste et au droit du public à l'information. Dans cet exercice, l'ONG a répertorié toutes les typologies allant de l'assassinat à l'entrave à la libre circulation de l'information.

L'ONG a, en effet, attribué toutes les commissions liées à l'entrave à la libre circulation au ministère des Médias. L'Organisation lui reproche d'avoir notamment interdit successivement la diffusion de deux films produits par des journalistes. Il s'agit de « Sankuru : enfer ou paradis oublié » et de « Affaire Chebeya, un crime d'Etat ? ». « FFJ craint que le chiffre global allant d'août à décem-

bre triple ou quadruple sur les autres typologies au regard de regain d'atteintes à la liberté de la presse, sans cesse rapportées ces derniers temps dans l'est du pays », a souligné le directeur exécutif de l'ONG, Désiré-Israël Kazadi.

Ni premier ni dernier

Comparant ces chiffres aux statistiques de 2012, FFJ a noté une légère baisse. Mais, pour l'ONG, cela n'est pas suffisant pour que la RDC soit comptée parmi les États qui respectent la liberté des médias, alors que des statistiques récemment publiées par une organisation de droit étranger citée par FFJ placent la RDC presque au milieu d'autres États en matière de respect de la liberté de la presse. Ce qui veut dire que le pays n'est ni premier ni dernier en terme de classement des pays respectueux de la liberté d'informer et du droit du public à l'information. « Des prédateurs de la liberté de la presse utilisent les mêmes modes opératoires, soit intimider, incarcérer ou carrément ôter la vie », a noté Désiré-Israël Kazadi.

Appel à la responsabilité de la profession

Cette activité organisée par FFJ a bénéficié de l'apport des deux grandes figures de la presse en RDC. Il s'agit du secrétaire général de l'Union nationale de la presse du



Les orateurs devant les journalistes/ Photo LDB

Congo (UNPC), Joseph Boucard Kasonga Tshilunde, et du président de l'Observatoire des médias congolais (Omec) et l'éditeur responsable du quotidien Le Phare, Polydor Muboyayi.

Ces deux personnalités, qui ont expliqué la genèse de cette journée et relevé les maux qui rongent la profession, ont appelé à la responsabilité des professionnels des médias. « Nous devons améliorer l'image de la presse, revaloriser la profession tant sur le plan économique que de la rédaction afin d'être à mesure de répondre aux besoins de la société congolaise », a précisé Joseph Boucard Kasonga. Alors que le président de l'Omec a insisté sur le respect du code d'éthique et de déontologie. « Vous devez avoir le sens de respon-

sabilité, de retenue et rester otages de la vérité. Mais vous ne devez également rien diffuser sans croiser les sources », a noté Polydor Muboyayi. Dans les recommandations, FFJ a réitéré sa demande de la grâce présidentielle au profit d'un journaliste condamné à vingt ans de prison ferme et qui serait sérieusement malade. L'ONG a également sollicité du gouvernement, la main levée sur la diffusion de deux films précités, la cessation des incursions, à travers le ministère des Médias, sur les matières qui n'entrent pas dans ses prérogatives, à ordonner la réouverture de Radio télévision Lisanga et Canal Futur télévision. Elle a aussi exhorté à cesser de museler les médias sous prétextes des obligations administratives ou fiscales et de créer un en-

vironnement propice à l'exercice de la liberté de la presse.

L'ONG a aussi appelé le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication à jouer pleinement son rôle, à s'impliquer dans le rétablissement du signal des médias sanctionnés et à cesser de formaliser des décisions politiques prises contre les médias de l'opposition. Alors que les organisations professionnelles ont été appelées à intensifier les formations pédagogiques en lien avec la déontologie.

Une structure d'assistance

L'ONG a également, à cette occasion, présenté à la corporation sa cellule d'assistance et d'accompagnement des professionnelles des médias devant les instances judiciaires et administratives, qui est conduite par Me Gerard Nkashama. Ce dernier a appelé les journalistes et autres professionnels des médias à mettre à profit le point 6 du vade mecum, qui les invite à toujours se faire assister par des avocats, devant les instances judiciaires. "Il faut faire appel à FFJ lorsque l'on est convoqué ou interpellé. L'ONG est prête à vous accompagner, en mettant gratuitement à votre disposition des avocats membres de cette cellule", a souligné Me Gerard Nkashama.

Lucien Dianzenza

JEUX PROVINCIAUX

L'évènement prévu du 4 au 20 décembre

L'annonce a été faite à la presse, le 14 juillet, par le secrétaire général aux Sports, Barthelemy Okito.



La rencontre sportive qui réunit toutes les provinces va permettre de détecter des athlètes talentueux afin de renforcer les sélections nationales de disciplines pour les échéances internationales. Le ministère des sports va s'appuyer certainement sur le Comité olympique congolais pour l'organisation de ces Jeux pour la première fois en RDC.

Ces jeux, a-t-il signifié, va rassembler des athlètes de toutes les disciplines sportives opérationnelles dans chaque province du pays. Et ces compétitions vont permettre aux provinces à détecter leurs représentants aux quatrièmes Jeux congolais qui auront lieu du 4 au 20 décembre à Kinshasa. La dernière (la troisième) édition des Jeux congolais était organisée en 1974, à Lubumbashi (Katanga).

Toujours à propos des prochains Jeux provinciaux, le chef de l'administration des sports en RDC a indiqué : « Cette compétition devra nous permettre de détecter des athlètes talentueux des provinces susceptibles de renforcer les différentes sélections nationales dans toutes les disciplines ». Initialement prévus en juillet puis en août 2011, les Jeux provinciaux n'avaient pas eu lieu par manque de moyens financiers. Le budget pour l'organisation a été estimé à près de quatre millions de dollars américains.

M.E.

FOOTBALL

Actualité des Congolais de l'étranger

La période des transferts bat son plein alors que certains championnats étrangers ont déjà repris. Et les nouvelles semblent denses pour les joueurs congolais évoluant sous d'autres cieux.

L'on note d'emblée que l'attaquant des Léopards de la RDC, Dieumerci Mbokani, transféré d'Anderlecht de Belgique à Dynamo Kiev pour 5 millions d'euros, a réussi ses débuts dans le championnat ukrainien. En deux journées, l'ancien buteur de Mazembe, Standard de Liège et passé par Monaco et Wolfsburg a déjà trouvé les chemins de buts. Buteur lors du match à égalité (1-1) de Dynamo Kiev contre Volyn, Dieumerci Mbokani a été l'auteur du doublé victorieux sur le terrain de la formation de Goverla Ujgorod en



Yves Diba



Dieumerci Mbokani

deuxième journée, match gagné par deux buts à un. Le Congolais a même été élu meilleur joueur du match. « Je suis content d'avoir marqué deux buts et d'avoir été élu meilleur joueur du match. Mais il nous reste encore à travailler pour mieux jouer », a déclaré le joueur sur le site officiel de Dynamo Kiev après le match. Peu connu, le Congolais Calvin Mukendi, transféré à Volga Nizhny Novgorod en D1 Russe en provenance de la Slovaquie, compte aussi deux buts à son actif en deux journées du championnat. Son club affronte le 21 septembre l'Anzhi Makashkala de Samuel Eto'o. Ancien joueur de l'US Kintambo et de l'AC Sodigraf à Kinshasa, Calvin Mukendi est passé par FC Cap Town en Afrique du Sud avant d'aller en Slovaquie.

Ça commence aussi fort pour Yves Diba, transféré en juin dernier à Al Saliya au Qatar en provenance d'Al

Raed en Arabie Saoudite. En match amical de préparation, Al Saliya a battu Al Markiya par un but à zéro, avec l'unique but de la partie à la 80e minute signé par l'ancien buteur de V.Club, de Lupopo et Mikishi, passé par Narjan en Arabie Saoudite. « Je m'adapte lentement avec la chaleur et l'humidité ambiante ici au Qatar dont le championnat a plus ou moins le même niveau le championnat saoudien. Mais le Qatar a une légère avance grâce à une très bonne organisation et des infrastructures sportives. Et le pays prépare déjà la Coupe du monde 2018 », a déclaré celui qu'on a surnommé L'Ours à Kinshasa et The Tiger (Tigre) en Arabie saoudite.

Au chapitre des transferts, deux joueurs de Mazembe ont signé à l'étranger. Après l'Angola où il a été à la recherche d'un club, Deo Kanda s'est engagé avec Raja de Casablanca au Maroc. Et Patou Kabanga qui était revenu à Lubumbashi après un prêt non prolongé à Anderlecht de Belgique s'est engagé avec la formation d'Al Ahli Sport Club, club de D2 au Qatar. Mais le départ de ces deux joueurs a été déploré du côté de Mazembe. Notons aussi le transfert de Calvin Zola Makengo (28 ans) de Burton Albion en D2 anglaise à Aberdeen en D1 Ecosse. Zola a inscrit trente buts en soixante-dix-sept matchs avec Burton Albion. Et Ziguy Badibanga (21 ans) a quitté Charleroi où il était prêté par Anderlecht pour le club grec d'Ergotelis.

Martin Enyimo

FESPAM

La ministre camerounaise des Arts confiante en l'avenir du festival

Ama Toutou-Mouna, ministre camerounaise des Arts et de la Culture, a déclaré à sa sortie d'audience avec son homologue congolais, Jean-Claude Gakosso, que « ce festival sera, dans un avenir proche, la plus grande rencontre en Afrique. »

Mandatée par le chef de l'État came-



Ama Toutou-Mouna

rounais pour représenter le gouvernement de ce pays au Festival panafricain de musique (Fespam) ainsi que les artistes invités, la ministre camerounaise a échangé avec son homologue congolais sur la coopération culturelle entre les deux pays et surtout dans le domaine de la musique et de la danse.

Ama Toutou-Mouna a profité de l'occasion pour inviter son homologue

congolais, Jean-Claude Gakosso, à honorer de sa présence, la réouverture imminente du musée national camerounais.

À propos de la contribution ou pas des autres États au budget du Fespam, la ministre camerounaise a précisé « qu'aujourd'hui on parle d'industrie culturelle, cela veut dire que c'est un secteur qui est tout d'abord très productif ».

Prenant l'exemple des autres pays, Ama Toutou-Mouna a déclaré qu'aux États-Unis, tout comme ailleurs, la musique apporte beaucoup. Pour elle, il suffit de revisiter ce domaine en termes d'organisation, c'est-à-dire de structuration pour que les choses marchent. « Pour pouvoir rentabiliser ce genre de secteurs, il faut l'implication des entreprises privées, il faut aussi l'excellence dans les produits, car nous vivons aujourd'hui dans un monde très compétitif. Il faut un agencement de plusieurs éléments pour arriver à avoir un secteur musical plus productif. C'est pour dire que la musique peut produire beaucoup d'argent et de ressources. Donc c'est tout à fait possible. Le Fespam en est à sa neuvième édition, vous conviendrez avec moi qu'il évolue à chaque édition. Je pense que l'avenir sera encore meilleur, et que le Fespam sera la plus grande rencontre en Afrique », a conclu la ministre.

Bruno Okokana

MISS CONGO 2013

La Likouala a élu son ambassadrice

L'élection de la plus belle fille congolaise aura lieu le 27 juillet à Brazzaville. La représentante du département de la Likouala à ce concours de beauté a été élue le 13 juillet à Impfondo, chef-lieu du département. Il s'agit de Marianne Kondo : 1,86 mètre et âgée de 18 ans.



Marianne Kondo

Élève en première G2, Marianne s'est distinguée parmi les huit jeunes filles en compétition de beauté et de culture au terme de quatre passages sur le podium. Au premier passage, les filles étaient ordinairement habillées, en tenue de ville. À la deuxième sortie, elles ont présenté l'entièreté de leur corps au public, moulé dans des maillots de bain. Au troisième tour, chacune d'elle, dans sa tenue traditionnelle, a exhibé les pas de danse de son terroir. Des passages accompagnés des applaudissements du public. Le dernier passage, intellectuel, était consacré au jeu des questions réponses sur la culture générale. Ici, la prestation des candidates n'a pas été satisfaisante car elles ont déçu le public qui avait pris d'assaut le siège du conseil départemental de la Likouala.

L'âge de ses candidates oscillait entre 15 et 25 ans. Toutes des lycéennes ou collégiennes, le département n'ayant ni université ni institut ou école d'enseignement supérieur. Le jury, présidé par Rémy Molatola, était composé de six

membres. Une seule femme y faisait partie : Philomène Mikelet. L'élection s'est déroulée en présence des autorités politiques de la localité et d'un huissier de justice. À la fin de la cérémonie, le président du conseil départemental, Jean-Fabien Bakoté, organisateur de l'élection, a félicité les heureuses élues et les a encouragées à faire plus d'efforts pour se distinguer parmi les meilleurs à Brazzaville, lors de l'élection de Miss Congo.

L'heureuse élue a remercié le conseil départemental pour l'initiative du concours. Elle a, en outre, exprimé son désir de se mettre au service des enfants déshérités et orphelins du Congo. Marianne Kondo qui vise la couronne nationale a invité les sponsors et autres mécènes à la soutenir sur le plan matériel et financier pour lui permettre de concrétiser ses ambitions.

Roger Ngombé

Le bilan sécuritaire jugé positif

Le porte-parole de la police nationale, rapporteur de la commission sécurité de la neuvième édition du Festival panafricain de musique (Fespam), Jean Aive Allakoua, a fait ce bilan, le 22 juillet au cours d'un point de presse.

Pour la bonne tenue du Fespam de cette année, la Force publique a mobilisé 1 100 hommes. Cela, sans compter le dispositif de secours mis en place par la direction générale de la sécurité civile et sans préjudice pour la posture permanente de sécurité, notamment le fonctionnement ordinaire de la police et de la gendarmerie. Selon le colonel Jean Aive Allakoua, cette édition a été un

privés », a précisé le porte-parole de la police. Pour la couverture sécuritaire de cet événement la Force publique a travaillé en opération combinée sous la coordination du directeur général de la police, Jean-François Ndengué. Les forces de police, de gendarmerie et des Forces armées congolaises par l'entremise de la police militaire ont, a-t-il précisé, été mobilisées dans l'essentiel des dispositifs prévus selon les estimations faites et conceptualisées dans un ordre d'opération.



Jean Aive Allakoua, porte-parole de la police

«...la sécurisation du Fespam ne saurait être l'apanage de quelque société de sécurité privée que ce soit, même s'il est possible de concéder quelques aspects particuliers à des opérateurs privés »

grand défi sécuritaire pour la Force publique en général, la police en particulier, comme lors des autres grands événements.

Il a, par ailleurs, précisé que la sécurité d'un événement tel que le Fespam relève des missions régaliennes de l'État et incombent à la Force publique dans toute sa latitude, chaque composante selon sa destination. « De ce point de vue, la sécurisation du Fespam ne saurait être l'apanage de quelque société de sécurité privée que ce soit, même s'il est possible de concéder quelques aspects particuliers à des opérateurs

« L'on peut faire appel à leur expertise dans tel ou autre aspect de question, l'essentiel des dispositifs et opérations de maintien, de rétablissement de l'ordre relevant forcément de la police de l'État », a-t-il insisté. Jean Aive Allakoua a également affirmé que les résultats dans l'ensemble ont été inestimables et satisfaisants, dans la mesure où toutes les activités se sont déroulées sans incident majeur. Ce qui est à mettre, d'après lui, au compte d'une bonne prise en compte de la situation, d'une meilleure tenue de tous les sites. Il a toutefois reconnu

que, faute de simulation, la commission sécurité était descendue sur les sites ensemble avec les organisateurs du Fespam pour apprécier la situation, procéder à quelques rectificatifs pratiques sur les installations et autres aspects en présence d'une expertise privée.

Le rapporteur de la commission sécurité du Fespam a aussi signifié que très peu de cas de trouble à l'ordre public ont été signalés grâce à une bonne dissuasion et une meilleure tenue des dispositifs. « Mais des incidents mineurs négligeables ont été signalés : cinq personnes ont fait des malaises et ont été vite prises en charge par les sapeurs-pompiers. Le 17 juillet dans la nuit, neuf jeunes gens ont été interpellés pour avoir voulu vandaliser les boutiques le long de l'avenue de la Paix à la fin du spectacle », a conclu le porte-parole de la police.

Parfait Wilfried Douniama

Les lauréates reçoivent leurs prix

Chose promise chose due, le ministre de la Culture et des Arts a remis aux lauréates leurs enveloppes respectives. La cérémonie s'est déroulée au ministère de la Culture et des Arts, le 19 juillet.

Lors de l'élection Miss Fespam, le 17 juillet au palais des Congrès, il a été clairement annoncé que l'heureuse élue gagnerait trois millions FCFA, la première dauphine deux millions FCFA, et la deuxième dauphine un million FCFA. Après cette cérémonie, la miss Fespam 2013, Aurore Umutesi Kayibanda, a décliné son plan d'action pour ses deux années de mandature : « Je compte réunir des musiciens africains pour les convaincre de créer des chansons qui véhiculent des messages constructifs sur l'unité de l'Afrique. Je sais que ce n'est pas aussi facile d'amener des artistes à composer des chansons qui conduisent la musique à être le vecteur d'authenticité de notre culture. Mais nous allons, avec les dauphines, convaincre les musiciens d'aller dans ce sens, c'est-à-dire d'amener les artistes à garder l'originalité de la musique africaine. »

Étudiante en deuxième année de licence en génie civil, 21 ans, Aurore Umutesi Kayibanda est de nationalité rwandaise et détient à ce jour la couronne de Miss Rwanda. Ses deux dauphines sont malienne pour la première et congolaise des deux côtés (Congo-Brazzaville et RDC) pour la deuxième. Le ministre a promis de soutenir Miss Fespam 2013 pour l'aboutissement de son projet. Jean-Claude Gakosso lui a demandé de changer de statut : « Dès lors qu'on est élue Miss, on change tout de suite de statut. On n'est plus comme

les autres citoyens. Vous portez dorénavant les couleurs de l'Afrique. » Le ministre a demandé aux lauréates de faire la promotion du Fespam à travers l'Afrique : « Vous vous êtes bien exprimées lors de la compétition. Faites aussi la promotion du Fespam, c'est l'âme africaine, c'est la fierté de notre conti-

d'avoir fait un parfum pour Kinshasa et rien pour Brazzaville. C'est pourquoi je me suis rattrapée, le Fespam était une belle occasion et un grand événement à pérenniser par les essences. C'est pourquoi j'ai fabriqué ces parfums. Celui de la femme par exemple est fleuri. J'ai tenu compte du fait qu'il



Motse Akanati posant avec les lauréates

ment. On ne doit pas être les derniers. Car c'est l'Afrique qui a inventé la civilisation humaine. Elle est née en Afrique, particulièrement en Égypte. Le Fespam vise donc à préserver nos identités. Il y a la mondialisation, il faut donc préserver notre identité d'Africains. »

Motse Akanati présente ses parfums au ministre

Outre les lauréates, le ministre de la Culture et des Arts a reçu Motse Akanati. Cette entrepreneuse congolaise, qui vit entre la France et le Congo, est venue remettre au ministre les parfums femme et homme qu'elle a fabriqués pour le Fespam : « On m'a reproché

serait porté pendant la saison sèche. Car pendant la saison sèche chez nous, nous avons l'orange, le citron, et j'ai ajouté la rose. »

Pendant cette journée très chargée, Jean-Claude Gakosso a reçu également des délégations d'artistes-musiciens égyptiens et rwandais. Il les a remerciés de leur présence au Fespam, malgré ce qui se passe dans leurs pays : la troupe Malawi, qui est une troupe de folklore égyptien créée en 1964 au gouvernorat de Minia près du Caire, a fait le déplacement de Brazzaville. La délégation rwandaise a remis au ministre un instrument de musique, un silar, qui sera exposé au Musée des œuvres d'arts.

B.Ok.

FORUM FORBES AFRIQUE 2013

Brazzaville accueille les chefs d'État et les experts

Plusieurs personnalités dont quatre chefs d'État africains participent, ce 23 juillet à Brazzaville, aux conférences et débats de haut niveau sur le thème « Émergence des classes moyennes africaines : conditions, enjeux et défis ».

Les présidents Jacob Zuma (Afrique du sud) et Macky Sall (Sénégal) sont arrivés hier dans la capitale congolaise, pour prendre part, aujourd'hui, à ces rencontres scientifiques. Celles-ci sont organisées par le magazine Forbes dont l'édition Afrique, publiée en langue française, a été lancée à Brazzaville le 24 juillet 2012.

Le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, prononcera le discours d'ouverture des travaux à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères. S'en suivra « une brève histoire des classes moyennes en Afrique », avec le professeur d'histoire et de sciences politiques d'origine camerounaise, Achille Mbembe. D'autres sous-thèmes et panels inscrits au programme, publié par les organisateurs, abordent, entre autres, l'accompa-

gnement de la croissance par l'investissement dans les infrastructures ; le développement africain et les enjeux économiques pour le monde ; l'impact de l'émergence des classes moyennes sur l'éducation en Afrique ; ainsi que les nouveaux marchés gagnants comme source d'emploi et de croissance. Le président sud-africain, Jacob Zuma, prononcera le discours de la clôture des travaux prévue ce mardi en début d'après-midi. Ses homologues Macky Sall, tout comme Blaise Compaoré du Burkina Faso, John Dramani Mahama du Ghana et Joseph Kabila de la République démocratique du Congo, tous attendus à Brazzaville mardi en matinée, interviendront chacun pendant les travaux. Les débats seront animés par la journaliste française Christine Ockrent.

Thierry Nougou

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

Bon début pour L'AC Léopards de Dolisie

En tenant en échec Orlando Pirates, les Fauves du Niari ont ramené de Johannesburg un bon point qui leur permet de garder l'équilibre au sein de ce groupe le plus révéillé de la compétition.

L'Athlétic club Léopards de Dolisie a contraint la formation sud-africaine d'Orlando Pirates au partage des points après un score de parité de 0-0 lors de la première journée des matchs de poules de la reine des compétitions africaines des clubs. Le match qui s'est disputé le 20 juillet à Johannesburg, inaugurerait la phase de poule de la Ligue africaine des champions. L'Athlétic club Léopards de Dolisie qui participe pour la première fois de son histoire à cette compétition, après sa victoire l'an dernier à la Coupe africaine de la Confédération, n'a pas manqué son dé-

but. Privé de ses cadres notamment Ntela Kalema, Bisiki Magnokélé, Rochel Kivouri, le club dolisien a réussi à mettre en place une stratégie qui lui a permis d'annihiler tous les efforts des attaquants sud-africains. Après être sortis de cette confrontation la tête haute, les Fauves du Niari attendent l'issue du match de ce mercredi opposant en Égypte, Zamalek-Ahly, pour connaître leur position à l'issue de la première journée. Le point glané en déplacement a donné des ailes à l'équipe championne du Congo face aux deux rencontres importantes qui se présenteront à elle au mois d'août, à domicile, devant les clubs caiotes les plus expérimentés de la compétition. L'AC Léopards de Dolisie devrait rester concentré

pour recevoir dans de bonnes dispositions psychologiques le 4 août, le Zamalek, et le 18 du même mois, le National Al Ahly d'Égypte. Notons que le sextuple champion d'Afrique a enregistré dans ses rangs le grand retour de son attaquant vedette Mohamed Aboutreika. Les Fauves du Niari doivent faire preuve de détermination et d'engagement pour gagner tous leurs matchs à domicile et négocier d'autres bons résultats à l'extérieur. C'est la condition sine qua non pour atteindre le dernier carré.

Dans le groupe B, le club Angola de Recreativo de Libolo s'est imposé devant Espérance de Tunis, sur un score écriqué d'un but à zéro. Le match Coton sport-Sewe sport se disputera le 27 juillet.

James Golden Eloué

ÉLIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2014

Kamel Djabour : « Nous avons un match crucial à gagner à Niamey »

En marge de l'annonce du match Tunisie-Congo, qui aura lieu à Tunis dans le cadre de la date Fifa du 14 août, et de l'annonce du groupe convoqué pour cette rencontre, Kamel Djabour explique son choix de laisser les joueurs locaux à disposition de leurs équipes pour la Coupe du Congo et le match de Ligue des champions entre l'AC Léopards et Al Ahly. Le sélectionneur national revient aussi sur la sélection de Kapolongo et Bifouma (photo), dont il souhaite que la présence dynamise le secteur offensif des Diables rouges.



Kamel Djabour

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Coach, le nom de l'adversaire des Diables rouges pour la date Fifa du 14 août est connu : il s'agit de la Tunisie qui recevra le Congo à Tunis. Un adversaire de standing...

Kamel Djabour (K.D.) : Oui, c'est un bel adversaire qui nous attend. Une équipe qui est en tête de son groupe de qualification et qui a l'habitude des grands événements. C'est aussi une sélection qui peut compter sur un championnat relevé et des clubs qui comptent à l'échelle continentale. C'est donc une très belle opposition que nous affronterons le 14 août.

LDB : Ce match Fifa est important pour préparer l'échéance du Niger,

mais cette date du 14 août est toujours délicate à gérer à la fois pour les locaux, concernés par la finale de la Coupe du Congo et par la Ligue des champions, mais aussi pour les éléments de la diaspora dont les championnats viennent de reprendre. Est-ce difficile à régir ?

K.D. : Je n'y vois pas de problème particulier. Pour préparer le Niger, que l'on rencontre trois semaines plus tard, c'est très bien. Ensuite, si l'on regarde la liste, ça va permettre à des joueurs blessés ou absents lors des derniers matchs de se montrer. Pour les joueurs dont les championnats re-

prennent, ils auront aussi l'occasion de se remettre dans le bain de la sélection à quelques jours de ce match à Niamey. Après, que la programmation de la finale du Congo, dans le cadre des festivités de la fête nationale, soit en doublon avec cette date Fifa, c'est un peu embêtant, du coup, j'ai pris le parti de ménager les joueurs concernés par la finale de la Coupe, mais aussi par le match de Ligue des champions de l'AC Léopards (Ndlr : le 17 août à domicile contre Al Ahly du Caire) qui aura lieu trois jours plus tard, car ce sont des échéances importantes pour le football congolais.

LDB : Dans cette liste, outre l'absence des locaux, on retrouve plusieurs joueurs dont la situation contractuelle est actuellement floue, comme Ewolo, Malonga, Louhougou, Lépicier ou Mouithys. Vous êtes en contact régulier avec eux concernant l'évolution de leur condition respective ?

K.D. : Oui, je me tiens au courant de leur situation. Par exemple, un garçon comme Chris Malonga est sur le départ à Monaco, mais s'entraîne, au sein du club et avec un encadrement adéquat, pour être prêt physiquement dès que sa situation évoluera. Ce sont des garçons professionnels dont on connaît les qualités. S'agissant

d'un match de préparation situé en pleine période des transferts, je me refuse à leur fermer la porte pour cette raison. Le contexte de ce match, face à une grande Nation africaine, peut d'ailleurs permettre de leur offrir des opportunités et je sais qu'ils répondront présent. Par ailleurs, je veux éviter de trop chambouler l'équilibre de cette équipe et maintenir la dynamique qui nous anime.

LDB : Peut-on toutefois imaginer, avec le retour des locaux, que ceux qui n'ont pas trouvé de club ne soient pas sélectionnés face au Niger ?

K.D. : Honnêtement, je ne peux pas avoir, aujourd'hui, d'avis tranché, au risque de me déjuger le jour J. Je suis fondamentalement contre les passe-droits et je respecte le postulat suivant : les meilleurs doivent être sélectionnés. Après, il faut parfois savoir faire du cas par cas et d'adapter à la situation. J'ajouterais qu'un facteur me gêne dans votre question : j'ai l'impression que vous faites une différence entre les locaux et les joueurs de la diaspora. Alors qu'il n'y en a aucune à mes yeux : la présence des uns n'est pas dépendante de l'absence des autres et vice-versa. Les meilleurs doivent être présents car nous avons un match crucial à gagner à Niamey. Point à la ligne.

LDB : On note aussi la présence de Bifouma et Kapolongo dans votre liste...

K.D. : L'idée est de densifier un peu le secteur offensif et d'y amener un peu de concurrence. Certains joueurs n'ont pas apporté satisfaction lors des derniers matchs et il faut qu'ils sachent que rien n'est acquis en sélection. Kapolongo et Bifouma peuvent jouer dans l'axe et apporter un petit plus à l'équipe. Nous les suivons de près depuis quelque temps, comme nous restons attentifs aux prestations de Juhvel Tsoumou, en Autriche, de Dominique Malonga, en Italie, ou de Makiese et d'autres éléments qui évoluent au pays.

LDB : Pour finir, vous avez convoqué un groupe restreint, avec 18 joueurs. Pour quelles raisons ?

K.D. : Tout simplement en raison des règles de la Fifa. Pour que le match soit comptabilisé au classement Fifa, ce dont nous avons besoin pour gagner des places, nous ne pouvons effectuer que six changements maximum. Nous irons donc à Tunis en effectif réduit, ce qui ne ferme pas la porte à ceux qui ne sont pas là aujourd'hui, comme Delarge, Litsingi, Bernard Itoua et tous les éléments qui peuvent aider l'équipe à être plus forte.

Camille Delourme